



La place de l'habitant au sein des projets urbains.

Master 1 « Villes et territoires »

Parcours « Ville et environnement »

Sous la direction d'Alice Rouyer

Maître de Conférences en géographie et aménagement

Maître de stage : Philippe Antona

Membre actif de Toulouse en transition

Guillaume Depré

2015

Remerciements

A Philippe Antona, mon maître de stage, pour son investissement et sa disponibilité, pour avoir consacré de son temps à l'accompagnement d'un stagiaire et à sa formation. Je tiens également à le remercier pour son partage de savoirs et pour la « contamination » d'engagement qu'il peut susciter.

A Alice Rouyer, ma directrice de mémoire, pour ses remarques, conseils et ses compliments qui encouragent dans la poursuite de ce travail et à l'ensemble de l'équipe pédagogique du master I « Villes et Territoires » pour la qualité de leurs enseignements.

Aux membres de Toulouse en Transition pour leurs disponibilités, leurs volontés de partage et d'entraide.

A tous les habitants que j'ai pu rencontrer au sein de ce stage, pour leurs joies de vivre, pour leurs engagements, leurs volontés de partage.

A Marie-Agnès Depré, Josselin Le Claire-Guillet et Philippe Antona de nouveau pour la relecture de ce travail.

A Gabriela Souza de Oliveira pour son aide technique au sein du stage.

A tous les auteurs, chercheurs, professionnels, étudiants ou journalistes dont le travail m'a été précieux pour réaliser ce mémoire.

Sommaire

Partie 1 : Présentation du déroulé du stage

- Cadre institutionnel, présentation de la structure (missions, organisation, stratégies, jeux d'acteurs)
- Explicitation de la commande et des missions confiées
- Explicitation et contextualisation des enjeux de ces missions pour la structure.
- Savoirs et méthodes mises en œuvre pour l'exécution de ces missions
- Modalités d'intégration dans une équipe.

Partie 2 : Mise en perspective scientifique

- Introduction
- Définition et état des lieux de la participation en France
- Pourquoi les habitants s'engagent-t-ils dans leur quartier et quels sont les formes d'engagements dans les quartiers ?
- Quels sont les effets sur le territoire ?
- Comment prendre en compte ces actions pour créer une coopération avec les pouvoirs publics ?
- Conclusion

Partie 3 : Retour réflexif sur le travail réalisé en stage

Partie 1 : Présentation du déroulé du stage

- Cadre institutionnel, présentation de la structure (missions, organisation, stratégies, jeux d'acteurs)

Le stage a été réalisé au sein de Toulouse en Transition, association qui s'inscrit dans le mouvement des villes en transition (Transition towns) initié en Grande Bretagne en 2006 par Rob Hopkins dans la ville de Totnes.

Les initiatives de transition partent d'un modèle d'abord développé en Irlande par des spécialistes de la permaculture. Rob Hopkins, professeur de permaculture s'intéresse au pic pétrolier et travaille dessus avec ses étudiants avant de créer avec eux, un premier document de planification stratégique communautaire : le plan de descente énergétique de Kinsale. Il continue ses recherches, organise un congrès en 2005 « Alimenter l'avenir en énergie » et lance les « Transitions towns » en 2006. L'effet est viral, les initiatives de transition se répandent dans tout le Royaume-Uni pour compter aujourd'hui plus de 2500 initiatives dans le monde entier dont 150 en France.

Le mouvement des villes en transition cherche d'une part à faire prendre conscience aux citoyens des conséquences que vont avoir sur nos vies la convergence du pic de pétrole et du changement climatique, et d'autre part à mobiliser les citoyens afin de se diriger vers un territoire plus résilient afin de se préparer à ces crises. La pièce maitresse des initiatives de transition est l'énergie. L'épuisement des carburants fossiles et le réchauffement climatique vont provoquer une implosion de l'économie mondiale si les sociétés n'évoluent pas et ne se préparent pas. C'est en agissant localement, en relocalisant l'économie, la production, en se dirigeant vers un territoire résilient que nous devons aller pour effectuer la transition énergétique nécessaire à l'adaptation d'un monde sans pétrole. Les citoyens doivent se préparer et entreprendre des actions concrètes pour construire les communautés de demain, des communautés résilientes. Un territoire résilient est un espace où les citoyens et citoyennes sont capables de s'organiser pour répondre à leurs besoins fondés sur la solidarité et préoccupés d'assurer le minimum vital à tous. C'est l'aptitude d'un système, à l'échelle des individus comme à celle d'économies entières à maintenir son intégrité et à continuer de fonctionner sous l'impact de changements et de chocs provenant de l'extérieur.

La force des initiatives de transitions est que celles-ci partent du local, ce sont les citoyens eux-mêmes qui entreprennent des actions et essaient d'apporter des changements aux modes de vie actuels qui reposent largement sur le pétrole et sur la consommation en général. C'est ainsi que se développent des jardins partagés, des actions liées à la transition énergétique, des centres de recyclage et de réparation de matériels électroniques, la création et l'utilisation d'une monnaie locale etc... L'idée est de relocaliser les activités qui peuvent l'être, non loin de penser à créer des communautés autarciques, mais plutôt de boucler les boucles économiques là où c'est possible et à produire localement ce qui est réalisable

En mobilisant les personnes, l'objectif n'est pas seulement environnemental, il cherche aussi à créer du lien social, à rapprocher les individus d'un même territoire. Les villes en transition sont dans une démarche globale en partant du local. Tout en restant dans les grands principes des villes en transition, les activités peuvent être très diverses et n'obéissent pas à un protocole stricte. C'est la stratégie même des villes en transition, permettre aux individus de s'investir dans des projets qu'ils créent et portent eux-mêmes. Partant de un ou plusieurs individus voulant se lancer dans la transition, l'idée est de mobiliser les personnes du territoire dans lequel le mouvement est lancé afin de les responsabiliser vis-à-vis de celui-ci. Les projets amènent les habitants à créer du lien social, à développer les relations entre voisins. En donnant la possibilité aux personnes de s'investir dans leur quartier dans des projets, de porter ces projets, les habitants se réapproprient les espaces, leur redonnent vie, le quartier n'est plus une sphère privée mais collective où chacun peut s'investir dans le présent et le futur du quartier.

Toulouse en Transition a commencé en novembre 2010. Partit d'un petit groupe de personnes voulant se lancer dans la transition, la première action fut de diffusée le film « In transition 1.0 » à environ deux cent personnes, quatre-vingt se sont inscrites dans la foulée pour participer au groupe de réflexion sur la transition à Toulouse.

Il s'agit d'une association de type 1901 composée de :

- membres actifs ou adhérents (à verser annuellement une cotisation fixée par l'assemblée générale)
- membres bienfaiteurs (versent un droit d'entrée et une cotisation annuelle)
- membres d'honneur (ont rendu des services signalés à l'association et sont dispensés de cotisation)

Elle est cependant ouverte à tous, nombreuses sont les personnes qui ne sont pas membres de Toulouse en Transition et participent activement à des projets. L'objectif premier n'est pas de faire

adhérer les habitants à Toulouse en transition mais de les mobiliser et les sensibiliser. Le titre d'association est seulement administratif et a été réalisée dans le but d'obtenir une assurance nécessaire pour l'organisation de conférences notamment.

Les ressources de l'association proviennent des cotisations des membres ; des défraiements venant de collectivités territoriales et locales, l'argent est de loin une des dernières préoccupations de l'association puisque les actions, projets, se font avec peu ou pas de fonds

Toulouse en Transition reprend les principales lignes des villes en transition, elle est aujourd'hui reconnue officiellement comme initiative en transition. Elle adhère donc aux principes généraux des villes en transition qui sont les suivants : « visualisation, inclusivité, conscientisation, résilience, perspicacité psychologique, solutions crédibles et appropriées »¹.

Ses missions gardent comme arrière-pensées les objectifs des villes en transition :

« Il s'agit de mettre en place des solutions fondées sur une vision positive de l'avenir et qui visent à :

- réduire fortement, individuellement et collectivement, la consommation d'énergie d'origine fossile et nos émissions de CO2
- renforcer la résilience de nos territoires, leur capacité à absorber les chocs à venir, par une relocalisation de l'économie (alimentation, ENR...)
- renforcer les liens, les solidarités et la coopération entre l'ensemble des acteurs du territoire
- acquérir les compétences qui deviendront nécessaires au renforcement de notre autonomie »²

Les principaux objectifs de l'association sont : « Sensibiliser, échanger, et mobiliser l'enthousiasme, la créativité et les compétences de chacun au travers d'actions concrètes pour co-construire une ville plus résiliente face aux défis climatiques et pétroliers.³ »

Elle cherche à mobiliser des personnes afin qu'elles trouvent par elles-mêmes des solutions pour atteindre ces différents objectifs, Toulouse en transition partage et adhère aux principes et objectifs des initiatives de transition, mais elle s'adapte également à son territoire. C'est toute la stratégie du mouvement des initiatives de transition. Rob Hopkins a élaboré un manuel de

¹ Consulté sur : http://www.toulouse.transitionfrance.fr/?page_id=1575

² Consulté sur : <http://www.transitionfrance.fr/>

³ Consulté sur : http://www.toulouse.transitionfrance.fr/?page_id=1575

transition donnant les principaux outils afin de comprendre la nécessité de démarrer des initiatives de transition mais aussi afin de pouvoir les lancer. La réussite du mouvement est dans sa configuration même, donner des outils mais surtout laisser à chacun la manière de se les approprier afin de rester dans la démarche de « bottom up » (initiatives prises par les habitants, la notion de bottom up est développé dans la seconde partie)

Les missions sont alors différentes et s'adaptent à chaque quartier, elles sont le fruit des réflexions et propositions des habitants. Elles dépendent de l'implication de ceux-ci. Voici quelques exemples de projets en cours :

- Création et animation d'un jardin partagé
- Réunion bimensuelle pour la réparation d'appareils électriques
- Partage de savoirs et astuces en faveur de la transition énergétique lors de réunions inter-habitants mais aussi lors de conférences, interventions etc..
- Repas partagé avec un thème prédéfini auparavant (exemple : « Apéro-débat : raréfaction du pétrole, ça donne quoi pour Toulouse ? »)
- Partage de livres

L'association est aujourd'hui organisée en différents groupes :

- des groupes thématiques (permaculture ; jardins alimentaires ; ruchers urbains collectifs ; transition énergétique et café bricol').
- groupes de quartier : certains quartiers sont déjà dans un mouvement de transition, Les Chalets, Borderouge. Il faut cependant noter que d'autres sont en passe de devenir ou veulent le devenir: Mazades.

La dynamique de l'association se retrouve surtout au sein des groupes de quartiers, nous pouvons retrouver l'essence même du mouvement des villes en transition, agir localement.

C'est ainsi que nous retrouvons les personnes actives au sein de leur quartier sur des rendez-vous hebdomadaires. Un jour est choisi afin de pouvoir réunir les habitants actifs dans le quartier en transition afin de pouvoir discuter, débattre des projets ou bien participer à la réalisation de ces projets. Chaque groupe est autonome et organise ses propres activités.

Un comité de pilotage (élu pour un an à l'assemblée générale) se retrouve une fois par mois. Il réunit les membres qui portent les initiatives de transition. Cette réunion permet entre autre de faire le lien entre les différents groupes, d'échanger, de proposer des idées pouvant aider les différents projets. Enfin, le comité de pilotage travaille à la cohérence globale des actions et prend

en charge des actions transversales (festivals, actions globales sur la ville). La dynamique est cependant collective. Elle cherche à solliciter tous les individus intéressés par le mouvement de transition, elle cherche le travail collectif et collaboratif, la réalisation d'actions concrètes en faisant confiance dans les nouvelles actions des individus. On peut ainsi voir la dynamique locale et participative du mouvement, fidèle à celui des villes en transition.

Les membres de Toulouse en transition viennent de milieux professionnels différents, ils sont le reflet du mouvement général de transition. La transition touche tout le monde et doit rassembler les individus venant de couches sociales différentes afin de réagir ensemble et s'adapter face à la raréfaction du pétrole et aux changements climatiques.

Les interactions entre les différents acteurs sont nombreuses et participent à la réalisation des projets. Les plus importantes se situent entre les habitants, ce sont elles qui sont à la base de l'initiative de transition. Portés par un ou plusieurs habitants, les projets voient le jour et surtout perdurent grâce à l'investissement des habitants. Il faut également souligner la démarche de recherche d'interconnexions avec les associations, avec les acteurs politiques locaux et en général avec toutes les personnes ayant une influence sur les orientations et décisions locales. Toulouse en transition n'est pas une association recherchant à étoffer son envergure au détriment des autres, bien au contraire, elle recherche un travail coopératif et enrichissant avec toutes les autres associations ou initiatives en lien avec les thématiques travaillées au sein de l'association. Elles peuvent être environnementales, sociales, économiques ou bien politiques, le but est de créer un réseau permettant la mise en lien et l'entraide entre individus voulant s'investir localement, cela facilitant le démarrage mais aussi la continuité des projets.

- Explicitation de la commande et des missions confiées

L'objectif principal du stage fut de faciliter l'émergence et l'intercommunication des quartiers en transition au sein de Toulouse en transition.

Plusieurs missions m'ont donc été confiées :

- rencontrer les personnes référentes du quartier ou une personne fortement impliquée au sein de son quartier.
- Réalisation d'un reportage vidéo sur cette ou ces personnes en vue d'obtenir des informations permettant une meilleure compréhension des initiatives de transition mais aussi afin de mettre en avant ces initiatives dans le but de donner envie aux individus de les intégrer ou d'en créer d'autres

- Mettre en relation les différentes personnes rencontrées, établir des liens sur des projets ou idées que des quartiers peuvent avoir en commun, servir de relais entre les quartiers.
- Réalisation d'un post par semaine sur le site de Toulouse en transition introduisant les individus moteurs des quartiers et les supports produits.
- Explicitation et contextualisation des enjeux de ces missions pour la structure.

Certains quartiers sont déjà dit « en transition », d'autres ne le sont pas ou pas encore mais disposent déjà de projets portés par les habitants. Certaines personnes sont quant à elles dans des quartiers qui ne disposent pas d'initiative de transition et aimeraient en lancer une.

La rencontre des différents acteurs dans les quartiers permet premièrement de pouvoir mettre en avant le projet des habitants rencontrés. Ainsi nous recherchons à faire connaître par le biais de la vidéo les projets existants ou futurs. C'est donc un objectif de communication.

C'est aussi une possibilité d'établir un lien entre tous les acteurs rencontrés sur certains points. Les projets des habitants sont nombreux, ils sont cependant souvent restreints à une échelle ne permettant pas la mise en lien entre les différents projets, les différents quartiers. Travailler à l'échelle de son quartier ne permet pas forcément de se mettre en lien avec d'autres personnes de différents quartiers alors même que ceux-ci ont peut-être des conseils, idées qui seraient bénéfiques pour les projets des habitants. Je fus en quelque sorte la personne relais entre les différents quartiers. Ces rencontres permettent de connaître et de pouvoir comparer les différents projets mais aussi d'apporter des idées et conseils que d'autres quartiers ont pu amener lors de précédents entretiens. Nous avons cherché à relier les quartiers en développant l'entraide entre les différents acteurs s'investissant dans des projets.

L'objectif de ce stage fut de favoriser l'intercommunication entre ces quartiers mais il est aussi de donner des outils aux personnes voulant se lancer dans une initiative de transition. Nous avons par exemple deux personnes qui sont très impliquées au sein d'associations dans leurs quartiers et qui aimeraient se lancer dans une initiative de transition. L'un des enjeux de ces différentes missions est de mettre en contact ces personnes-là avec des personnes qui peuvent les aider, les soutenir dans leurs projets.

Rencontrer différents acteurs sert aussi à recenser les problèmes, craintes ou peurs connues lors de la phase de lancement pour les quartiers déjà en transition ou celles liées à la prévision de lancement d'une initiative de transition. Cela dans le but de les traiter et tenter d'apporter les réponses à ces obstacles à la transition. Il fallait donc réaliser un support pour

pouvoir mettre en avant les solutions trouvées par les habitants et ainsi essayer de lever les craintes et hésitations des personnes hésitantes à se lancer dans une initiative de transition.

- Savoirs et méthodes mises en œuvre pour l'exécution de ces missions

Les premières semaines furent consacrées à la construction d'une base de savoir liée au mouvement des villes en transition. Les personnes rencontrées sont de véritables puits de sciences sur beaucoup de sujets touchant tout ce qui est en rapport avec le mouvement des villes en transition(permaculture, résilience, impact du pétrole mais aussi sur des aspects pratiques de mobilisation des individus etc..), j'ai du très vite me construire des bases afin de pouvoir rendre nos rencontres plus constructives. Après avoir construit une base élémentaire, j'ai essayé d'apporter mes connaissances universitaires. Cela ne fut pas facile, mon stage dans la pratique était essentiellement dirigé vers la communication, le côté concret (la réalisation de vidéo) n'était pas du tout dans ma formation. Néanmoins, toutes les rencontres relevaient entièrement de la géographie sociale, humaine et m'ont dirigé vers le sujet de ce mémoire. Il m'a fallu ainsi mobiliser des connaissances en lien avec la gouvernance locale, ces connaissances se construisaient également sur le terrain où j'ai pu mesurer l'importance et l'impact que pouvaient avoir les habitants sur leurs territoires.

Le côté concret des méthodes mises en œuvre lors du stage se retrouve dans les vidéos réalisées, j'ai dû apprendre à filmer, interroger puis réaliser le montage des différentes vidéos.

Afin de pouvoir répondre aux objectifs, il m'a fallu avant tout travailler sur la communication. Philippe Antona m'as donné les principaux contacts afin de rencontrer les personnes identifiées, ensuite j'ai dû construire mon agenda et le mettre en accord avec ces personnes. Cela ne fut pas forcément facile, la majorité des personnes occupent un emploi à côté de leur vie associative. Les rencontres se sont pour la plupart faite le week-end ou en semaine le soir, après des réunions ou actions prévues par les groupes d'habitants. Il m'a donc fallu être relativement disponible, réactif afin de pouvoir rencontrer ces personnes mais aussi pour assister à des réunions, à des actions des quartiers. J'ai ainsi dû me tenir informé des différentes actions prévues sur Toulouse, par le biais des personnes rencontrées mais aussi par une recherche personnelle. Assister à ces projets demande un bon contact relationnel, se retrouver au milieu de groupes d'actions n'est pas forcément facile et très enrichissant si nous sommes un peu timides. L'ouverture d'esprit et la dynamique des personnes rencontrées facilitent néanmoins énormément le travail.

J'ai donc du contacter, me mettre en lien avec les personnes identifiées, puis chercher et me rendre disponible pour pouvoir assister aux actions, réunions et ainsi mieux les comprendre, mais aussi afin d'élargir mon carnet de contact pour disposer d'un maximum de réseau pour pouvoir mettre en relation des personnes pouvant s'entraider.

- Modalités d'intégration dans une équipe.

J'ai pu connaître l'association Toulouse en transition grâce à une liste de stage que Mme Rouyer (Maitre de conférences à l'Université de Toulouse Jean Jaurès) a envoyé au groupe du Master Ville-environnement. Fortement intéressé par la filière associative, j'ai très vite repéré Toulouse en transition dont j'ai pu connaître un peu mieux les activités après quelques passages sur leur site web. J'ai ainsi envoyé ma candidature à Marie-Pierre Cassagne (membre de Toulouse en transition qui avait encadré un élève du master Villes et territoires en 2012), qui après discussions lors d'un comité de pilotage de Toulouse en transition, a transféré mon mail à Philippe Antona, mon actuel maître de stage. J'ai ainsi pu rencontrer Philippe Antona avec qui j'ai pu discuter sur les tenants et objectifs du stage. J'ai été intégré de suite dans l'association, puisque dès la première semaine, j'ai assisté au COPIL mensuel, ce qui m'a permis de rencontrer des individus moteurs dans la transition. Les premiers contacts ont donc été assez simples, bénéficiant de cette réunion, j'ai pu obtenir les coordonnées des personnes pouvant m'insérer dans les différents quartiers. Par la suite, parler d'une équipe n'est pas vraiment adapté, l'association n'ayant pas de local dédié, je travaillais principalement à la maison ou je rencontrais les personnes directement dans les quartiers. Cela dans des endroits formels : maison de chômeurs, maison de quartier, ou bien sur les sites où se déroulaient les projets : jardin partagé, marché ou bien au domicile des personnes rencontrées. Je n'ai donc pas été entouré tous les jours par une équipe avec qui je pouvais échanger, débattre en temps réel. J'ai néanmoins eu la chance d'être sur le terrain, pouvoir mesurer pleinement l'investissement fournis par les porteurs de projets mais aussi par les habitants. J'ai eu pour la plupart de mes rencontres, l'appui et l'aide d'un des membres du COPIL rencontrés dès la première semaine, lui-même porteur de projets dans le quartier. Cela m'a donc aidé à m'insérer dans ces groupes de projets. Cependant, j'ai aussi du intégrer des projets en étant le seul « membre » de Toulouse en transition, cela me donnant aussi une autre posture que celle du stagiaire accompagnant. Le terme d'équipe se résume et sans aucune note péjorative, bien au contraire, aux rencontres hebdomadaires réalisées avec Philippe Antona. Chaque semaine, nous avons pu échanger non seulement par mail, téléphone, mais aussi en se rencontrant au moins une

fois par semaine. Les premières semaines furent nécessaires à l'élaboration d'une base de connaissance, d'un « cadrage » nécessaire pour que je puisse obtenir la vision globale des initiatives de transition, mieux les comprendre et pouvoir réaliser les missions en ayant une vision plus précise de Toulouse en transition. Il m'a ainsi épaulé durant tout le stage, et m'a mis en relation avec les personnes convoitées chaque fois qu'il le pouvait. L'autonomie que je disposais fut bien entendu un avantage, j'ai pu gérer mon emploi du temps comme je le désirais, cela me laissant une grande liberté. C'est aussi une contrainte, personne n'est là pour vous « sanctionner » ou vous rappelez à l'ordre, cela amène à se responsabiliser fortement.

J'aimerais cependant souligner l'accueil et la volonté de recevoir, de partager, que chaque groupe de quartier m'a renvoyé, si bien qu'au fur et à mesure des rencontres, je me retrouvais avec un emploi du temps chargé d'actions, d'évènements qui s'ajoutaient rencontre après rencontre. Je ne parlerais donc pas d'une intégration dans une équipe mais plutôt au sein de plusieurs groupes d'habitants, de groupes de personnes investit et cherchant à partager.

- Entretien vidéos :

Après avoir établi la liste avec Philippe Antona des personnes qu'il était intéressant de rencontrer, nous avons établi une grille d'entretien modulable à chaque rencontre (disponible en annexes), gardant cependant une même structure et des thèmes que nous souhaitions voir apparaître dans chaque vidéo. Chaque rencontre n'a pas forcément fait l'objet d'une vidéo, il m'a été nécessaire de participer à certaines actions, évènements afin de rencontrer différentes personnes, établir un premier contact mais surtout afin de mieux comprendre les projets et l'engagement mis dans ceux-ci.

Voici la liste des personnes rencontrées :



Figure 1: Vidéo présentant le quartier des Chalets(Toulouse) en transition. Source : Réalisation personnelle.

Figure 2: Vidéo présentant le quartier de Borderouge (Toulouse) en transition. Source : réalisation personnelle
Figure 3: Vidéo présentant le quartier des Chalets(Toulouse) en transition. Source : Réalisation personnelle.

- Marie-Pierre Cassagne, Quartier des Chalets : Membre de Toulouse en Transition, du comité de pilotage de l'association, Marie-Pierre Cassagne est une des personnes fondatrices du quartier des Chalets en transition. Fortement impliqué au sein de différents projets, elle est une personne motrice au sein du quartier des Chalets mais aussi au sein de l'association Toulouse en transition. Nous avons choisi d'interroger Marie-

Pierre Cassagne pour la première vidéo du fait que le quartier des Chalets est un des quartiers les plus « avancés » dans la transition. Il comporte de nombreux projets et nous a permis de montrer une vision qui a déjà un retour d'expérience sur des projets mis en place.



Figure 2: Vidéo présentant le quartier de Borderouge (Toulouse) en transition. Source : réalisation personnelle



Figure 3: Vidéo présentant le quartier de Borderouge (Toulouse) en transition. Source : réalisation personnelle.

- Philippe Dubois et Philippe Antona (maitre de stage), quartier de Borderouge : Tous les deux membres de Toulouse en transition, ils sont à l'initiative du lancement de Borderouge en transition. Membres du comité de pilotage, ce sont des personnes motrices au sein de leurs quartiers mais aussi dans l'association en général. Il a été choisi d'interroger deux personnes dans la réalisation de cette vidéo, du fait que chacun disposait de compétences et d'expériences sur des sujets et projets différents. La réalisation de la vidéo fut faite au moment même où le jardin partagé de Borderouge fut inauguré.

Philippe Dubois est une personne très impliqué dans la réalisation du jardin partagé, l'interroger au moment même où le jardin partagé se développait a permis de retranscrire la dynamique et les craintes dans le lancement d'un projet. Philippe Antona apporte une vision plus générale et directement centré sur les attentes de la réalisation de ces vidéos. Il fut interrogé du fait de son implication dans les projets sur Borderouge mais aussi comme étant maitre de stage, son interview fut le moyen d'énoncer clairement les objectifs que nous recherchions dans nos vidéos.



Figure 4: Vidéo présentant le collectif Silicon Deniers et les projets d'habitants au sein du quartier des Sept Deniers (Toulouse). Source : réalisation personnelle.

- François Maurer et Yamina Ottmane Cheriff, quartier des Sept Deniers : ce fut la première vidéo réalisée en dehors du cadre de Toulouse en transition. Membres créateurs de Silicon Deniers (« groupe d'ingéniosité collective initié au Sept Deniers »⁴), ce collectif porte des projets créés et développés par les habitants dans le

quartier des Sept Deniers. François Maurer et Yamina Otmanne Cheriff sont deux personnes motrices au sein de ce collectif. Ils sont forces de propositions et regorgent d'idées et de motivation pour mettre en place de nouveaux projets. Engagés sur des projets différents dont Résola⁵ (application créée et développée afin d'apporter un réseau d'entraide entre femmes habitantes sur le quartier des Sept Deniers⁶), ils représentent l'importance de l'action des habitants dans un quartier « enclavé mais ouvert sur le monde » avec des problématiques sociales importantes. Philippe Antona et moi-même avons choisi de les interroger juste après les Chalets et Borderouge qui sont des quartiers déjà en transition puisque le quartier des Sept Deniers est très riche en termes d'engagement, d'idées, de retour d'expérience sur des projets d'habitants. Pouvoir les mettre en avant dans notre vidéo fut le moyen de montrer que de nombreux projets existent, se créent ou sont en cours de création et cela aussi en dehors des initiatives de transition. Nous savions qu'en les interrogeant, nous allions pouvoir illustrer la volonté d'agir, d'engagement à travers François Maurer et Yamina Otmanne Cheriff et que cette rencontre allait me permettre d'établir un premier contact qui serait bénéfique dans la mise en lien entre les Sept Deniers et d'autres quartiers.

⁴ Page facebook Silicon Deniers : <https://www.facebook.com/SiliconDeniers?fref=ts>

⁵ Page facebook Silicon Deniers : <https://www.facebook.com/SiliconDeniers?fref=ts>

⁶ Vidéo expliquant Résola, disponible sur :

<https://www.facebook.com/SiliconDeniers/videos/vb.568660099901160/635487236551779/?type=2&theater>



Figure 5: vidéo présentant les projets des habitants du quartier des Mazades. Source : réalisation personnelle.



Figure 6: vidéo présentant les projets des habitants du quartier des Mazades (Toulouse). Source : réalisation personnelle.

- Paolo Savarys et Christian Daujean, quartier des Mazades : l'interview de ces différents acteurs venaient en fin de stage. Je disposais donc grâce aux anciens entretiens, aux rencontres effectués lors de différentes

nifestations, de contacts, de plus de connaissances et donc de possibilités de mises en lien. Paolo Savarys est membre de Toulouse en transition mais aussi du comité de pilotage de l'association. Il est donc une personne fortement impliqué dans la transition. Il est également très engagé avec la maison de chômeur des Mazades : Fasolmi. Christian

Daujean est une personne désirant lancer un jardin partagé dans le quartier des Mazades. Il est très impliqué dans ce projet et à été rencontré par le biais de Fasolmi. Le quartier des Mazades dispose lui aussi de problématique sociales importantes, il n'empêche que ses habitants se mobilisent fortement et représentent l'engagement intergénérationnel et une mixité sociale et ethnique forte. Au début du lancement du projet de jardin partagé, j'ai pu suivre et accompagner les habitants dans la constitution du projet, mesurer leurs motivations mais aussi leurs craintes ou peurs. J'ai assisté à différents repas partagés où une fois par semaine, un repas crée par les habitants est partagé dans l'enceinte de Fasolmi, et où un acteur extérieur est invité à présenter son activité (professionnelle, associative etc..). Cela m'a donc permis de rencontrer les habitants, partager du temps avec eux et établir des relations. Je les ai alors orienté vers des personnes qui ont déjà établit ce genre de projets, ils ont pu ainsi échanger et se rencontrer afin de s'entraider. Enfin, la réalisation de la vidéo (qui n'est pas encore publiée) va leurs permettre de réaliser un peu de communication. Manquant de personnes s'impliquant activement dans le quartier, la vidéo peut être un moyen de communication intéressant. De notre côté, cette rencontre était aussi une « finalité » dans le stage. En effet, elle représentait pour moi, l'opportunité de mettre en lien différentes personnes et ainsi réaliser le travail de mise en lien une liaison entre différents acteurs, différents quartiers, tout cela grâce. Elle m'a

permis d'effectuer le travail de mise en lien de différents acteurs, dans différents quartiers. J'ai ainsi pu mettre en exergue le capital social que j'ai acquis durant les semaines précédant ces rencontres.

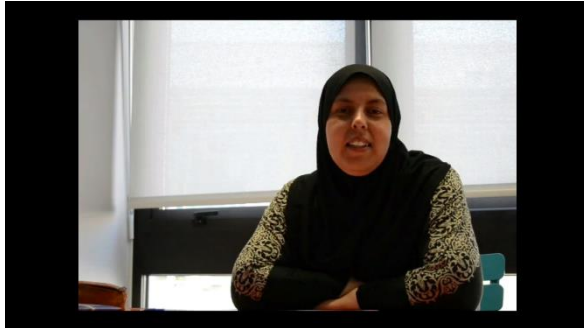


Figure 7 : vidéo présentant les projets d'habitants dans le quartier d'Empalot (Toulouse). Source : réalisation personnelle.

Fatima Sébri, quartier d'Empalot : dernière interview, Fatima Sébri fut choisit comme étant la dernière personne rencontré du fait que personne de Toulouse en transition n'avait réellement pu échanger avec elle. Etant très impliqué au sein du quartier Empalot, Fatima Sébri apparaissait comme une personne fortement engagé dans des

projets d'habitants. Ne sachant pas du tout quel degré et type d'implication elle avait, nous avons choisi de la rencontrer en dernier afin que je puisse disposer d'un maximum d'information et de contacts pour rendre la rencontre constructible et pour pouvoir mettre en relation Mme Sébri avec d'autres personnes dans différents quartiers. Cette vidéo fut réalisé dans le but de montrer la place des habitants au sein de leurs quartiers. L'implication et la détermination de cette femme montre comment l'engagement peut-être constructif dans la vie de son quartier. Fatima Sébri s'impliquant également dans un quartier avec des problématiques sociales importantes, et ayant auparavant rencontré François Maurer et Yamina Otmanne Chériff du quartier des Sept Deniers, j'ai pu les mettre en relation sur des projets similaires ou potentiellement intéressant sur des territoires aux problématiques parfois communes. Enfin, cette rencontre était pour moi l'occasion de rentrer pleinement dans la problématique de cet état d'avancement. Fatima Sébri n'appartient à aucune associations, syndicats, partis politiques ou collectifs. Elle revendique clairement son statut d'habitant et son désir d'implication dans son quartier et dans la construction de celui-ci. Elle représente ainsi ce qui fait l'objet de cette deuxième partie, la place de l'habitant au sein des projets urbains.

"Les rares tentatives de comité de quartiers ont échoué devant une célèbre formule de Coluche : Dites-moi ce que vous voulez, je vous dirai comment vous en passer."

Partie II

Depuis trente ans, telle que préconisait Hubert Dubedout dans son rapport de 1983⁷, nous avons cherché à faire des habitants les acteurs du changement de la ville. L'habitant est au cœur du projet d'aménagement du territoire et il n'est pas pour l'instant assez pris en compte dans la construction de celui-ci. Les initiatives prises par les habitants révèlent un réel besoin et un désir de participer à la construction du territoire. Cela amène donc les professionnels de l'urbanisme à se réinterroger sur leurs pratiques de travail et sur le rôle qu'ils donnent aux habitants dans l'aménagement du territoire. En rencontrant de nombreux habitants dans différents quartiers de Toulouse, j'ai pu me rendre compte sur le terrain de la volonté de ces habitants de participer à la construction du territoire. En plus d'avoir un impact sur celui-ci, ils créent une dynamique collective, sociale, environnementale et parfois même économique. La dimension sociale dans l'aménagement du territoire étant très importante pour moi, elle fut encore plus confortée par la rencontre d'habitants voulant ou intervenant déjà dans l'aménagement de leurs quartiers. Elle m'interroge et me conforte dans l'idée de réaliser un travail sur la place des habitants au sein des projets d'aménagements du territoire. Elle interroge plus généralement tous les métiers de l'urbanisme dans la prise en compte des habitants. Cela conduit à se demander comment les habitants participent à la construction du territoire. La pertinence de cette problématique s'est d'ailleurs confirmée au cours des travaux préparatoires de la présente étude : depuis plus de trente ans les politiques cherchent à intégrer les habitants dans les projets urbains, les résultats ne sont cependant pas à la hauteur, ni du côté des élus, ni de celui des habitants. Au sein de mon stage, j'ai pu rencontrer des habitants, qui en dehors des institutions et des procédures de participations s'investissent activement dans la construction de leurs quartiers. Il est ainsi primordial de s'intéresser à ces démarches afin de pouvoir mieux les comprendre et mieux les prendre en compte dans l'aménagement du territoire.

⁷ Dubedout Hubert, 1983, Ensemble, refaire la ville, Rapport au premier ministre du Président de la Commission nationale pour le développement social des quartiers, La Documentation française, coll. Des rapports Officiels

C'est en se fondant sur l'abondante bibliographie consacrée à la matière qu'il fut possible de déterminer les moyens de participation donnés aux habitants dans la construction du territoire. L'exploitation de ces sources devait permettre de répondre à une série d'interrogations inhérentes au sujet : comment sont pris en compte les habitants dans les projets d'aménagements? Quels sont les projets réalisés par les habitants en dehors des institutions? Comment lier les habitants et les politiques publiques?

Intitulé "La place des habitants au sein des projets urbains", cet état d'avancement tend à démontrer que l'habitant est l'élément principal du projet d'aménagement : la tradition française restreint le développement de partenariat public-privé (privé dans le sens "habitant") ; de participation co-construite ; d'élévation de la place de l'habitant dans les systèmes de décision. Néanmoins, force est de constater le développement d'initiatives des habitants en dehors de ces institutions. Les éclosions sont partout, l'habitant est force de propositions et d'actions, la démarche est ascendante et doit être prise en compte par les politiques publiques afin de rentrer dans une démocratie participative et non seulement représentative.

Au sein d'une première partie consacrée à la définition et l'état des lieux de la participation en France qui donnera les éléments nécessaires à la compréhension de la situation actuelle, nous verrons quels sont les dispositions mises en place par les politiques publiques et les raisons de ses limites. Dans une seconde partie, nous nous intéresserons aux raisons de l'engagement des habitants dans leur quartier et sur les formes de ces engagements. Les mouvements de lutte ont changé depuis cinquante ans, la capacitation au centre de cet engagement est majoritairement dû à la volonté même de construction de son environnement. Le développement des savoirs et des savoirs faire des habitants est un des vecteurs de lien social amenant les habitants à se rencontrer, à agir ensemble dans un but collectif d'amélioration de l'environnement. Dans une troisième partie nous verrons les effets sur le territoire, l'impact de ces initiatives habitantes. Enfin dans une dernière partie, nous essaierons d'apporter des éléments de réponse pour une meilleure prise en compte de ces initiatives habitantes dans les politiques publiques afin de tendre vers une démocratie réellement participative.

I Définition et état des lieux de la participation en France



Figure 8: Image extraite du rapport sur la participation des habitants écrit par Bacqué M. et Mechmache M. Source : http://www.territoires.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport-participation-habitants_ok.pdf

Qu'est-ce que la participation ? Le nuage de mots représente parfaitement le flou qui se dessine autour des dispositifs de participation. Il est le résultat des réactions de participants à la conférence des citoyens au mot participation. Comme l'explique le rapport « Pour une réforme radicale de la politique de la ville », rédigé par Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache⁸, le mot participation « est utilisé tant dans le champ économique (pour désigner l'intégration au marché ou la participation aux bénéfices) que dans le champ politique (pour évoquer l'implication des citoyens dans le système politique ou administratif). Il peut désigner des dispositifs allant de l'autogestion, de la gestion déléguée à des associations par les pouvoirs publics à des procédures relevant de la simple information. Il renvoie à des dynamiques initiées par les institutions comme à des dynamiques initiées par les citoyens. Il couvre donc des domaines très différents et peut-être dans une logique ascendante comme descendante. Il faut alors distinguer les mouvements de participation citoyenne : l'autogestion est différente de la participation, précisément comme le décrit Christophe Prémat « Dans une pratique autogestionnaire, les individus revendiquent une autonomie totale et une indépendance par rapport à un pouvoir de décision alors que la

⁸ • Bacqué Marie-Hélène et Mechmache Mohamed, 2006, « Le rapport sur la participation des habitants », consulté sur : http://www.territoires.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport-participation-habitants_ok.pdf »

participation renvoie à des mécanismes de cogestion. C'est en terme de pratique du pouvoir qu'il faut resituer cette controverse au sujet de la démocratie participative »⁹

A. Eléments de définitions

- **Qu'est-ce qu'un quartier ?**

Après avoir été mis en avant pendant les années 1980 et aujourd'hui encore plus avec la territorialisation des politiques publiques, le quartier apparaît dans les discours politiques par le biais de normes, par une catégorisation et devient un outil de l'action publique relayé par les vecteurs de communication. Cela peut être négatif comme positif.

Dès l'après-guerre, la notion de quartier est un outil au service des politiques. On cherche à constituer des unités de vie sociale, le quartier doit être synonyme de sociabilité et de citoyenneté. C'est ainsi que l'on motive les opérations locales ciblées sur la « requalification » des quartiers : techniques d'animation du voisinage, mobilisation du tissu associatif et de participation des habitants. A travers ces discours, ces appellations, le politique caractérise, définit le quartier : soit par des représentations associées (riche/pauvre) soit par des références normatives (renouvellement urbain, mixité sociale, quartier village ou quartier sensible). Cela peut néanmoins être remis en cause par les habitants même, ce que l'on verra dans la partie suivante.

Même si la transversalité à l'échelle de la ville est recherchée aujourd'hui, « l'idée même de la politique de la ville s'est constituée et mise en œuvre selon une logique de territorialisation de nombreux pans des politiques sociales ». Mixité urbaine, préservation des liens de proximité, lutte contre la ségrégation, revitalisation de la vie sociale locale, l'action des pouvoirs publics à incontestablement joué dans le sens d'une relégitimation du quartier (Vieillard-Baron, 2001). On peut notamment le voir aujourd'hui dans la recherche de « quartier-village », où associations de commerçants, d'habitants se lient afin de recréer cette ambiance de quartier ou la proximité (parfois seulement en apparence) est le maître mot. On cherche ainsi à recréer dans un espace (ville) et un contexte (mobilité, individualisme) une proximité entre les habitants d'un quartier.

- **Définition**

Le quartier apparaît en général comme un terme usuel dans le langage commun, il est en réalité difficile à définir et fait l'objet de nombreux débats. Il est fréquemment utilisé comme entrée, comme unité d'observation ou comme échelle d'analyse dans nos disciplines pour traiter une

⁹ Prémat Christophe (2006, p.10)

large variété de questions (Jean-Yves Authier, Yankel Fijalkow, Pascal Philifert, 2007). Plus généralement, le quartier se distingue de deux façons pour les géographes :

-Géographie de l'objet « quartier » : le quartier institué, découpé administrativement, morphologie spatiale et sociale. Il est alors une « Fraction du territoire d'une ville, dotée d'une physionomie propre et caractérisée par des traits distinctifs lui conférant une certaine unité et une certaine individualité. » (Merlin et Choay, 1988)

-Géographie du sujet : le quartier vécu, lieu d'usages des habitants. Le sujet est producteur de l'objet. « Le quartier ne peut être appréhendé qu'au travers des individus qui participent à son existence et de la relation qu'ils entretiennent avec cet espace, érigé en territoire. Il s'agit moins de découper l'espace que d'analyser le sens qui lui est donnée : l'identification du quartier et au quartier » (Anne Lise Humain Lamoure, 2007). C'est avec cette vision que nous étudierons le quartier, ses habitants et les relations qu'ils entretiennent.

- **Comment le délimiter ?**

-par des caractéristiques physiques : il peut être central ou périphérique, ancien ou récent, délimité par un fleuve, une ligne de chemin de fer ou une emprise marquant le tissu urbain, disposant de monuments historiques ou d'une architecture particulière.

Cette délimitation donne une identité plus facile, plus forte aux citoyens et fournit des repères pour nommer le lieu mais aussi pour qualifier ce qui s'y fait, voire ceux qui y vivent (Yves Grafmeyer, 2007)

-par sa fonction : la fonction dominante du quartier (quartier d'affaires, administratif, résidentiel etc..) tout comme les caractéristiques de ses habitants (populaire, bourgeois, asiatique etc..) lui confère sa physionomie propre. Les limites sont plus vagues, plus floues.

On peut finalement s'interroger sur tous les autres quartiers, ceux qui ne se singularisent ni par leurs limites physiques ni par leurs fonction ou population. Que sont-ils ? On peut également rechercher la place de l'habitant dans cette délimitation ?

Nous envisagerons le quartier comme un espace de proximité, en tentant de prendre le point de vue de ceux qui y habitent, qui le fréquentent régulièrement. « Envisagé à partir du domicile, le quartier est l'endroit où l'on habite, un intermédiaire entre le logement et la ville, un espace à la fois proche et familier » (Yves Grafmeyer, 2007)

Sa taille, ses contours varient donc incontestablement selon les individus, il peut être réduit à une rue, ou être à l'opposé considéré avec un arrondissement. L'idée même de limite est contestée, l'espace considéré comme familier se polarise autour de monuments, autour de carrefours de

circulation pour d'autres, que considère-t-on dans les limites ? Celles liées à son logement ? À ses achats quotidiens ? À ses loisirs ?

- **L'individu au centre du quartier**

L'espace vécu dépend de facteurs psychosociologiques propres à chaque individu, les perceptions dépendent alors de l'individu lui-même mais aussi de l'environnement dans lequel il vit (un individu à la campagne n'aura pas forcément les mêmes représentations d'un quartier qu'un individu en ville). Comment avoir une vision collective en ayant des individus aux perceptions différentes ? Le quartier ne se réduit pas à la représentation d'un seul individu, « Le quartier territoire est envisagé comme une structure construite, produite et imaginée par l'individu et néanmoins intelligible pour la collectivité en tant que représentation imprégnée d'informations et d'apprentissages sociaux. » (Di Méo, 1994). Il faudrait ainsi une appropriation collective visible dans la ville et une signification collective donnée à cet espace.

L'espace vécu, dans le passage de l'individuel au collectif, s'expliquerait également dans l'attachement né de pratiques répétées, peu à peu ritualisées de ces habitants étant ainsi le support concret à l'appropriation de l'espace. Vient alors le problème de la mobilité.

Aujourd'hui, même si elle varie selon les groupes sociaux, la mobilité favorise l'éclatement du cadre de vie des habitants. On vit à un endroit mais on travaille à un autre, on fait ses courses dans un endroit mais on réalise ses loisirs dans un autre. Selon les individus, les activités et/ou les relations sont dispersées tout comme leurs attaches aux territoires. Elles ne sont pas pour autant moindres. Le citoyen nomade n'est pas dépourvu de tout attachement à son quartier, il représente selon l'enquête d'Authier (Authier, 2001) un citoyen sur cinq et pour une majorité, dans les sites centraux anciens, le quartier demeure aujourd'hui un objet d'usages diversifiés et un cadre non-négligeable de leurs sociabilités.

En considérant ainsi le quartier comme l'espace vécu, il est le « Produit d'une histoire accumulée, où s'imbriquent des sédimentations durables mais parfois aussi des mutations brutales, il forme une unité relative » (Lefebvre, 1967). Ainsi, le quartier, en regroupant une population est un ensemble de contraintes, de possibilités et de représentations.

Le quartier peut être considéré comme cadre d'action dès lors qu'il est mobilisé par un groupe d'acteurs sociaux. Il devient alors un cadre d'action collective, il y a ainsi deux dimensions de la vie de quartier : les relations sociales interpersonnelles d'un côté et la vie collective de l'autre. La seconde dépend directement du degré d'implication des habitants dans les organisations locales (associations d'habitants, de parents d'élèves, de sport, religieuses etc..). La frontière entre les

deux est néanmoins très floue puisque les associations ont pour but (principal ou secondaire) d'activer ou d'entretenir les relations interpersonnelles (Raymond Ledrut, 1968).

Le quartier est donc un objet difficile à définir, à cerner, il renvoi néanmoins directement à la problématique même de cet état d'avancement : l'appropriation, la construction du territoire par les habitants : « Le quartier [...], organisé par des forces sociales qui ont modélisé la ville et organisé son développement [...] est une forme d'organisation de l'espace et du temps de la ville [...]. Il serait le point de contact le plus aisé entre l'espace géométrique et l'espace social, le point de passage de l'un à l'autre » (Lefebvre, 1967).

B. Une nomenclature dans les dispositifs de participation révélant la non-prise en compte de « l'habiter »

• Usagers, riverains, profanes, où est l'habitant ?

L'utilisation des termes renvoyant à l'individu dans sa participation au sein des politiques publiques révèle la place qui lui est accordée au sein des groupes de participation. Les termes ci-dessous sont ceux utilisés dans les processus de participation établis par les politiques publiques :

-Usager : il est utilisé principalement pour des projets techniques, le terme d'usager renvoie à la déambulation, à la marche, à son rapport avec l'espace. Il n'est cependant pas apte à émettre des jugements, l'usager s'il est réduit qu'à ses pratiques, qu'à sa manière dont il arpente le quartier n'est donc pas l'usager qui s'implique, qui est dans une forme d'engagement.

-le riverain : par sa définition géographique, le riverain se limite à la personne étant à une distance maximum de 300 à 500 mètres de l'infrastructure en question. On ne se limite donc qu'à une figure juridique, ils sont ceux qui peuvent être un risque juridique pour les projets.

-le profane qui renvoie au sacré. Or qui est le sacré dans l'espace public ? C'est celui qui détient le savoir donc le scientifique. Le profane est donc l'incompétent, il est ainsi en position d'apprentissage, il vient pour être formé, sensibilisé aux projets.

Le sujet « habitant » n'apparaît pas, ou très peu, il est renvoyé à ces différentes appellations alors qu'il représente la seule légitimité valant : l'habiter, le fait de s'approprier les lieux de vies (Faburel G. 2013).

• Le concept d'habiter

Comme le souligne Mathis Stock, le concept d'habiter n'est pas être sur la Terre ou être dans un espace, c'est faire avec l'espace. Il en découle trois raisons fondamentales : premièrement, les humains ne sont pas passifs dans leurs modes d'existence mais actifs. L'individu est acteur de son

espace, il faut ainsi s'intéresser aux manières de faire, aux actions. Deuxièmement, l'espace est avant tout relationnel et inséré dans les actions. Il faut considérer à la fois les pratiques et les dimensions spatiales en tant qu'éléments constitutifs de l'habiter, non pas l'un ou l'autre. Et enfin, habiter ne veut pas forcément dire résider, il faut aussi prendre en compte la présence temporaire sur des lieux, l'attachement à des lieux dans des zones géographiques différentes, le phénomène de mobilité etc. (Stock Mathis, 2012).

Cette analyse est épistémologique et peut laisser penser à une non-conséquence sur l'aspect concret de la participation des habitants. Elle renvoi cependant la volonté de mettre à l'écart l'habitant acteur et connaisseur de son espace en lui donnant un titre qui ne représente pas le statut qu'il devrait avoir et réduit donc sa place dans la co-construction de son espace avec les politiques publiques.

Ce sont « les petits territoires de vie (habitations, lieux, milieux de vie, paysages, mondes singuliers...) [qui] permettent aux sujets de construire leur autonomie, c'est à dire de s'inscrire dans la totalité en préservant leur différence. » (Roux, 2002, p. 41)¹⁰

C. Aujourd'hui, quels sont les moyens que donnent les pouvoirs publics à la participation des habitants ? Quels sont les différentes institutions ?

- **De nombreuses lois en faveur de la participation**

La participation des habitants dans les projets urbains est devenue une obligation. Nombre de lois indiquent et imposent aux politiques publiques la consultation des habitants sur la modification du territoire : loi sur l'administration territoriale de 1992 qui ordonne le droit à l'information, la loi d'orientation sur la ville de 1991 qui démocratise les procédures des enquêtes publiques et oblige à associer la population à toute action d'aménagement susceptibles de modifier les conditions de vie des habitants, la loi Barnier de 1995 qui amène la mise en place de dispositifs concrets tels que la procédure de débat public pour les grands projets ayant des incidences sur l'environnement. Bien d'autres introduisent les citoyens à prendre place dans les questions concernant des modifications territoriales, néanmoins, nombreux sont les individus qui réclament une vraie écoute des habitants, une vraie prise en compte de leurs remarques, propositions, estimant que ces organes participatifs existe en réalité dans les faits et les mesures prises, seulement « administrativement ». Dernier en date, le Nouveau Programme de renouvellement Urbain

¹⁰ Extrait de Faburel G., 2013, p.5

promulgué le 21/02/2014 qui inscrit dans la politique de la ville le principe fondamental de co-construction de la politique de la ville avec les habitants et notamment les conseils de citoyens. Le tableau suivant résume les orientations de la loi et les propositions du cadre de référence des conseils citoyens.

Titres	Items	Orientations posées
I- Principes		Liberté, égalité, fraternité, laïcité, neutralité, souplesse, indépendance, pluralité, parité, proximité, citoyenneté et co-construction
II - Missions		1- Favoriser l'expression des habitants et usagers aux côtés des acteurs institutionnels 2- Permettre la co-construction des contrats de Ville. Participation des membres des conseils citoyens à toutes les étapes de la contractualisation, sur tous les volets qui la concernent et sur tous les dispositifs spécifiques 3- Stimuler et appuyer l'initiative citoyenne
III- Mise en place	Diagnostic	Diagnostic des pratiques et initiatives participatives (sous la responsabilité des partenaires du contrat)
	Composition	Deux collèges dont un collège habitants (comportant des habitants volontaires) et un collège associations et acteurs locaux
	Désignation des membres	Par tirage au sort (habitants) et via un appel à candidatures (habitants volontaires et le collège associations et acteurs locaux)
	Reconnaissance	Par arrêté préfectoral, après consultation du maire et du président de l'EPCI
	Renouvellement	Durée de mandat des membres et remplacement définis par les partenaires du contrat
IV- Organisation/ fonctionnement	Statut	Associatif ou portage par une personne morale existante
	Règles de fonctionnement	Définies par le conseil citoyen
	Moyens mis à disposition	Les moyens seront attribués en vue d'une aide au démarrage, aide au fonctionnement courant, aide à la mise en place d'actions
V- Accompagnement et formation	Mise à disposition d'information et d'expertise	1- Communication des informations et documents relatifs à l'élaboration des contrats de ville aux membres des conseils citoyens participants aux comités de pilotage 2- Mise en place d'un dialogue permanent entre les membres des conseils citoyens et les acteurs institutionnels 3- Possibilité pour le conseil citoyen de solliciter l'expertise extérieure 4- Mobilisation des Maisons du projet pour la construction des projets de renouvellement urbain
	Formation	Possibilité, pour les conseils citoyens, de faire appel aux centres de ressources Politique de la Ville
	Animation et soutien	Animation par un tiers neutre. En termes de soutien, possibilité de faire appel aux Délégués du Préfet, aux adultes relais, et au service civique.
		En complément à la formation des membres des conseils citoyens, la formation des acteurs associatifs et institutionnels est recommandée

Figure 9: Le nouveau programme de renouvellement urbain. Source: Claire GRYGIEL et Nourine HAMMI, 2014, http://www.resovilles.com/media/downloads/docs/conseils_citoyens_pqa.pdf

Venant d'une démarche descendante, cette loi reste dans la continuité des dispositifs de participation en France. Selon le sociologue Thomas Kirszbaum, la notion de codécision a été écarté par les parlementaires et « la politique de la ville s'est bureaucratisée et municipalisée »¹¹. Il faut néanmoins retenir que la politique de la ville reconnaît officiellement le fait qu'elle doit être participative.

¹¹ Citation extraite sur le site : http://www.liberation.fr/evenements-libe/2014/10/22/les-conseils-citoyens-sont-une-offre-institutionnelle-de-participation_1127229 le 04/04/2015

- **Associations, collectifs, groupes d'habitants etc.. des habitants qui représentent le désir de participation actif**

A travers ces différentes lois, de nombreux dispositifs institutionnels de participation tentent de mettre en relief la participation des habitants : l'information, la consultation, la concertation, le débat public, la conciliation-médiation, le référendum, la conférence de citoyens, la conférence de consensus, la cellule de planification, l'atelier scénario, le sondage délibératif et enfin l'enquête public. Il serait inutile dans le cadre de cette étude de tous les détailler, d'autant plus que l'étude ne se concentre pas sur le cadre institutionnel mais bien sur les initiatives venant des habitants. Ce sont les initiatives créées et formées par les habitants qui nous intéressent, c'est donc dans une démarche ascendante que nous nous intéresserons à la participation de ceux-ci. Que ce soit des associations, des collectifs ou regroupées sous n'importe quel autre nom, toutes ces initiatives traduisent la volonté d'avoir un impact sur le territoire et la réponse insuffisante des institutions mises en place par les politiques publiques. Ils feront l'objet d'étude de la deuxième partie.

- **L'échelle d'Arnstein et le schéma de Jodelle Zetlaoui-Léger**

Face à ces différentes organisations, il faut alors savoir où elles se placent dans la participation. Deux illustrations nous permettront de visualiser et de nous interroger sur la place des groupes dans la participation. La première, celle d'Arnstein présentée ci-dessous :

8	Contrôle citoyen	}	Pouvoir effectif des citoyens
7	Délégation de pouvoir		
6	Partenariat		
5	Réassurance (<i>Placation</i>)	}	Coopération symbolique (<i>Tokenism</i>)
4	Consultation		
3	Information		
2	Thérapie	}	Non-participation
1	Manipulation		

Figure 10: Echelle d'Arnstein. Source : Jacques Donzelot et Renaud Epstein, <https://www.cairn.info/revue-esprit-2006-7-page-5.htm>

On trouve dans cette échelle différents niveaux de participation :

-les deux premiers grades correspondent à la non-participation : la manipulation et la thérapie. Le citoyen n'a aucun impact, il est considéré comme un objet à maîtriser et à modeler afin de pacifier un processus de décision ne relevant que des décideurs eux-mêmes.

-les grades 3, 4 et 5 sont ceux de la participation symbolique, de la coopération symbolique. Dans ces grades existent de l'interaction entre le citoyen et le décideur. Il est néanmoins en aucun cas sûr de la prise en compte de son intervention et dépend entièrement du bon vouloir du décideur.

-enfin, les niveaux 6,7 et 8 correspondent au pouvoir effectif des citoyens. Le citoyen a donc un pouvoir de négociation (partenariat), un pouvoir partagé (délégation de pouvoir) et enfin une maîtrise totale des décisions et des actions sans intermédiaires (Contrôle citoyen).

Cette échelle permet de situer le degré de participation, au moins d'en donner une idée. Elle est cependant trop stricte pour prendre en compte les différents temps de la participation. Il peut y avoir sur un même projet, un premier temps d'information, puis de consultation qui va peut-être finir sur un partenariat. Comment situer la participation ?

La deuxième illustration est celle de Jodelle Zetlaoui-Léger :

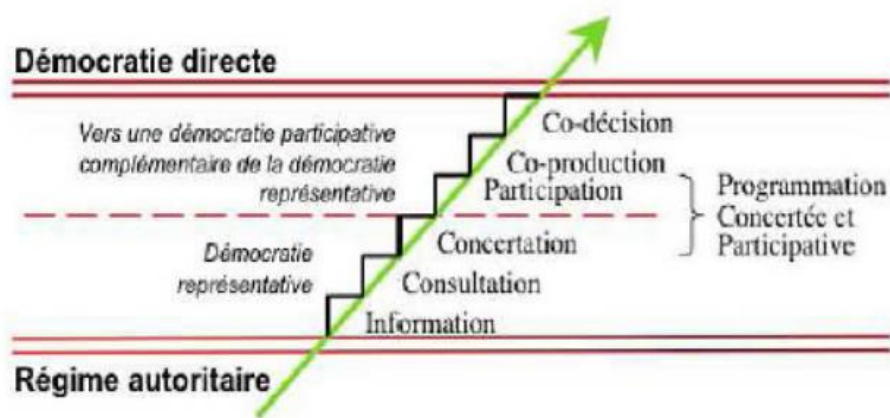


Figure 11: - Les niveaux d'implication des habitants (Zetlaoui-Léger, 2002. Source : ZETLAOUI-LEGER J. Source : « Modalités d'application de démarches programmatiques concertées et participatives pour des projets de proximité », Rapport pour la DIV, 2002

Cette grille d'analyse proposée par Jodelle Zetlaoui-Léger propose huit niveaux, du régime autoritaire à la démocratie directe. Ils sont entrecoupés de six niveaux correspondant pour les trois premiers à la démocratie représentative, et les trois derniers à la démocratie participative complémentaire de la démocratie représentative.

La démocratie représentative représente l'information, la consultation et la concertation. Il y a ainsi un processus de diffusion des informations concernant le projet, une consultation et une possibilité pour les individus de participer à la réflexion.

La démocratie participative complémentaire de la démocratie représentative contient des niveaux où le citoyen participe activement aux projets. La participation est alors prise en compte et est même synonyme de collaboration directe dans le cadre de la coproduction, et de négociation dans le cadre de la codécision.

Cette grille est intéressante de par son côté évolutif, elle regroupe plusieurs temps nécessaire à l'élaboration d'un projet et montre ainsi les étapes permettant la réelle participation des citoyens. Ces deux échelles nous permettent de nous interroger tout au long de cette étude sur le niveau de participation des habitants, elle formalise le degré de participation. Il est vrai que ces schémas remettent la participation dans un cadre mais ils permettent aussi de nous resituer afin d'évaluer réellement le degré de participation.

D. Des dispositifs de participation pas à la hauteur

Le rapport Dubedout, publié en 1983 est un des textes fondateurs de la politique de la ville, il se présente comme un manifeste pour une transformation démocratique de la gestion des villes : partage du pouvoir de décision, développement de la vie sociale à partir des ressources locales par exemple. L'habitant est ici considéré comme le levier principal de l'action. Trente ans après, qu'en est-il ?

- **Un citoyen avec un statut non-défini**

Comme nous avons pu le voir auparavant, la participation peut être prise en compte à différents niveaux. Les procédures actuelles de participation des citoyens ne sont pas adaptées, dans la considération même du citoyen, nous l'avons vu dans l'appellation qu'on lui donne mais on peut également s'interroger sur d'autres aspects : l'individu est-il entendu comme citoyen ? Comme membre d'une association ? Comme partenaire ou comme contre-pouvoir ? Et dans les résultats attendus et réel de la participation des habitants : est-ce seulement une écoute ou existe-t-il une vraie prise en compte de la parole des habitants ?

Etant donné que les instances de participation dépendent en grande partie des élus locaux, il faut à chaque fois se poser ces questions sur le statut que l'élu donne au citoyen, et les différences entre les territoires sont grandes.

- **Le problème de la représentativité**

Les dispositifs de participation sont à nuancer de par leur représentativité. Même s'ils sont représentés, les acteurs-décideurs comme le définissent Maurice Guarnay et David Albrecht sont bien souvent des leaders, « Parmi les habitants, les leaders se trouvent plus facilement chez les propriétaires, les capitalistes ou les régulateurs (élus, fonctionnaires et assimilés) que chez les

travailleurs ». Cela pose la question de la représentativité de la masse. Ils peuvent alors représenter des intérêts personnels même si bien souvent ils doivent mobiliser des demandes ou objectifs communs, réfléchis et portés par un certain nombre d'habitants. Néanmoins, comment évaluer la portée de leurs messages et ne pas tomber dans la résolution ou la perception d'un seul ou de quelques habitants au détriment du général ?

- **Des processus situés en aval des initiatives de projets**

Comme le souligne Guillaume Faburel (Faburel, 2013), la majorité des consultations et des démarches de participation sont faites en aval du projet et des décisions. Nous nous situons donc sur l'échelle d'Arstein dans la non-participation (les politiques publiques légitimise le projet par l'information) ou au mieux au premier rang de la coopération symbolique : l'information. Par conséquence, nous disposons de processus de participation qui sont premièrement, limités dans le temps (il n'y a donc pas de véritable dialogue, d'enrichissement des points de vues) ; sur une échelle spatiale très limitée (étant donné qu'on ne reconnaît comme savoir à l'habitant que les éléments liés au quotidien et aux lieux de l'ordinaire) et enfin, quand le temps et l'espace est plus ample et plus souple, les dispositifs sont marqués par l'expertise (Faburel G., 2013). « C'est le plus souvent dans une logique fonctionnelle d'amélioration de la gestion et de la production de projets que la participation est mobilisée en France. » (Marie-Hélène Bacqué M-H. et Mechmache M., 2013)

Les processus de participation représentent la rigidité des politiques publiques face à la demande de participation des habitants et la vision que ceux-ci ont des citoyens : deux cotés se confrontent : « entre collectifs institutionnalisés et légitimes d'une part et individus informés et anonymes d'autre part (les quidams de « l'homme sans qualité ») ; entre rationalité du général et déraison des passions locales (et d'autres mondes communs en construction » (Faburel G., 2013)

Aujourd'hui, le résultat n'est pas à la hauteur des attentes, les habitants voient la distance qui les sépare avec les élus s'accroître et avec-elle, leurs possibilité de participer sur le devenir de leurs territoire (Mahey P, 1999), les élus quant à eux ont plus l'impression de gérer des demandes de cas personnels, relatifs à des dysfonctionnement d'ordre personnel plutôt que « des grandes thématiques qui font la vie en ville et sur lesquelles doit se déterminer une politique. » ¹²

¹² Mahey P., consultable sur : <http://www arpenteurs.fr/Documents/lisiere.htm>

- **La démocratie participative : une manière de légitimer les projets ?**

Comme le souligne Guillaume Faburel durant la conférence « Le citoyen producteur et gestionnaire de ville, est-ce possible ? »¹³, la démocratie participative s'est très fortement institutionnalisée durant les trente dernières années, avec notamment l'élaboration de lois, de normes autour de la démocratie participative. Elles ont été mises en place dans l'objectif de rélégitimer les modes de pensées et actions historiques. La ville évolue dans une logique entrepreneuriale, managériale, la démocratie participative est ainsi là pour légitimer des modes d'actions qui sont de plus en plus ouverts aux intérêts privés. Les actions, groupes de projets, mouvements de contestations suscitent l'interrogation des politiques, et c'est en institutionnalisant cette démocratie participative qu'ils cherchent à regagner de leur légitimité. Cette vision se confirme dans les délais donnés aux consultations des habitants, comme nous l'avons vu auparavant, ils sont très court et ne permettent pas une réelle construction par le dialogue sans même parler d'action.

Nous pouvons ainsi en venir à la notion d'intéressement et reprendre la sociologie de la traduction développée par Bruno Latour et Michel Callon¹⁴. La traduction est une métaphore pour désigner la manière dont certains acteurs s'érigent en porte-parole d'autres acteurs qu'ils cherchent à mobiliser afin de les associer au sein d'un réseau sociotechnique.

Quatre étapes constituent la théorie de l'innovation :

- La problématisation ou comment se rendre indispensable ? « La problématisation, première étape de la traduction, consiste comme son nom l'indique à poser dans un premier temps un problème. Il s'agit de faire prendre conscience à un certain nombre d'acteurs qu'ils sont concernés par ce problème, et que tous peuvent trouver satisfaction au travers d'une solution que les traducteurs sont en mesure de proposer. »

- Les dispositifs d'intéressement ou comment sceller les alliances : c'est l'ensemble des actions par lesquelles une entité s'efforce d'imposer et de stabiliser l'identité des autres acteurs qu'elle a définis par sa problématisation. Ici, ce sont donc les pouvoirs publics qui créent des dispositifs de « participation » afin d'imposer « démocratiquement » (puisqu'ils sollicitent en apparence les citoyens) leurs projets et stabilise ainsi (un certain temps) les autres acteurs réclamant une participation dans les projets. « L'intéressement est fondé sur une certaine interprétation de ce

¹³ Consulté sur : <http://podcast.grenet.fr/episode/le-citoyen-producteur-et-gestionnaire-de-ville-est-ce-possible/>

¹⁴ Consulté sur : <http://www.atelierpolitique.fr/wp-content/uploads/2013/02/3-callon.pdf>

que sont et veulent les acteurs à enrôler et auxquels s'associer. Les dispositifs d'intéressement créent un rapport de force favorable. L'intéressement, s'il se réussit, confirme (plus ou moins complètement) la validité de la problématisation, qui dans le cas contraire, se trouve réfutée ». Nous en revenons ici à la problématique de la représentativité, où les personnes les plus en marges de ces processus de participation sont encore plus éloignées et où les processus de participation sont finalement qu'une apparence construite par les pouvoirs publics.

- Comment définir et coordonner les rôles : l'enrôlement : c'est « l'ensemble des négociations multilatérales, des coups de forces ou de ruses qui accompagnent l'intéressement et lui permettent d'aboutir »

- La mobilisation des alliés : les porte-parole sont-ils représentatifs ? La mobilisation des alliés correspond à leur « déplacement » : « Mobiliser (...) c'est rendre mobile des entités qui ne l'étaient pas ». Elle s'effectue via des « chaînes d'intermédiaires qui aboutissent à un seul et ultime porte-parole » : le traducteur.

Comment ne pas voir dans ces démarches participatives, le simple fait de venir présenter un projet déjà décidé pour obtenir gain de conscience et pouvoir insérer dans la démarche de projet, un rapport avec les habitants ? Resituons-nous dans les deux schémas : nous sommes dans l'information, la communication, on se trouve donc au plus bas de l'échelle d'Arnstein, nous sommes donc dans la non-participation ou au mieux, au premier échelon de la coopération symbolique, l'information. Au sein de l'échelle de Jodelle Zetlaoui-Léger nous sommes au niveau le plus bas de la démocratie représentative : celui de l'information, de la consultation.

Face à cette participation médiocre et inefficace des habitants au sein des dispositifs de participation traditionnelle, ceux-ci se sont mobilisés en dehors des institutions. Quels sont les raisons, les formes de leurs engagements ?

II Pourquoi les habitants s'engagent-t-ils dans leur quartier et quelles sont les formes d'engagements dans les quartiers ?

Lors de la conférence du 04/06/2015 à l'Agence d'Urbanisme de l'agglomération Toulousaine, Guillaume Faburel présente un bref historique de l'engagement. Depuis 150 ans existe une « grammaire » d'engagement, elle se retrouve notamment dans les écrits de Proudhon, Kropotkine. Cette grammaire est structurée autour de l'entraide et de la solidarité. Elle a néanmoins une affiliation politique et est un véritable mode de construction sociale.

Durant les cinquante dernières années, les politiques de luttes ont changé contre les inégalités, elles sont plus thématiques, plus localisées, ce sont des pratiques situées. Le paysage est alors plus éclaté tout comme le sont les inégalités.

A. Les facteurs de l'engagement

Selon Guillaume Faburel, (Faburel G., 2013), l'engagement est du à trois raisons principales :

- Le quotidien qui donne le cadre de légitimation à l'engagé.
- La nécessité : l'emboîtement des crises ne permet plus de satisfaire des besoins primaires. La nécessité rentre donc dans un registre de justification.
- L'expérience personnelle et son partage appartiennent au répertoire de l'action.

Il faut également souligner la présence de leviers psychologiques nécessaire à cet engagement (ils seront développés ensuite) :

- Se sentir concerné : être sensibilisé par un enjeu lointain et être directement impacté. C'est appréhender, connaître, ressentir le lien dans une relation construite d'affect et d'attache. Exemple : la crise économique qui aide beaucoup à se mobiliser (individu qui nécessite de se mobiliser face à une crise économique qui le touche directement) ; le délitement des liens sociaux qui amènent à la construction d'autres collectifs afin d'éviter l'isolement ; la défiance envers les politiques, l'envie de politique horizontale.
- Se sentir en capacité (capacitation) : « être son propre maître ». Maîtriser son territoire. Besoin de se faire reconnaître sur ses savoirs, sur ses savoir-faire, compétences, habilités professionnelles permettant d'aider, l'ingéniosité, la virtuosité et les savoirs amateurs.
- Pouvoir s'engager : l'engagement est plus ordinaire et quotidien, pluriels et éphémères.

La question des valeurs et principes que chacun souhaiterait impliquer joue un rôle essentiel du ressenti de capacité à l'engagement proprement dit.

B. Des luttes éclatées = des thèmes diversifiés, une population ayant des sensibilités politiques, sociales, environnementales différentes

Tous les thèmes sont concernés, il y a aujourd'hui une éclosion, un nombre important d'émergences sur le territoire. On ne milite plus seulement pour un seul mouvement, qui regrouperait de nombreuses revendications, l'engagement est multiple, varié, on peut militer pour différentes actions au sein de plusieurs mouvement, on n'adhère plus forcément à un mouvement de lutte plus général. Les structures militantes globales d'autrefois ne sont plus les mêmes aujourd'hui, « les jeunes ont de multiples centres intérêts, ils picorent à plusieurs endroits et ne sont plus dans des structures militantes ayant une vision globale idéologique de la société » (Delaveau D. 2012). C'est le cas des initiatives de transition, elles ont toutes comme arrières pensées les principes des « Transition Towns » expliqués dans la première partie et adhère à une idée globale. Néanmoins, elles ne sont liées à aucun parti politique et leurs thèmes sont liés aux désirs des habitants. Chaque habitant peut ainsi s'investir dans un projet, en proposer et refuser de participer à d'autres. J'ai notamment pu rencontrer des habitants s'engageant dans des projets de leur quartier en transition justement puisque celui-ci n'était lié à aucun parti politique et car il proposait des projets aux thèmes différents. Le quartier de Borderouge (Toulouse) propose par exemple une trentaine de projets : jardins partagés, bibliothèque virtuelle, groupes de paroles pour personnes isolées, ateliers de réparation vélos etc. Nous pouvons ainsi retrouver des personnes totalement différentes dans chaque groupe, certaines participent à plusieurs, d'autres non, les thèmes autant que les groupes sont diversifiés et dépendent de l'engagement des habitants. Plus besoin d'intégrer un mouvement de lutte global, au sein des initiatives de transition par exemple, l'individu peut s'engager uniquement dans ce qui l'intéresse, et sans attachement politique ou syndical.

Cela nous amène donc à nous interroger sur les citoyens eux-mêmes. En s'impliquant seulement dans une seule cause et de manière plus ou moins éphémère, on peut aussi voir le citoyen comme un citoyen consumériste. L'individu s'implique alors que pour certaines actions lui procurant des avantages ou une satisfaction personnelle. Où est le collectif dans tout ça ? Face à l'individualisation de la société, les initiatives de transition proposent de réunir des individus. Même si celui-ci vient dans un premier temps avec un objectif personnel, il sera amené à être en relation avec un collectif. La conscientisation des enjeux ne vient pas forcément avant l'engagement, elle peut aussi venir après, tout comme l'idée de collectif.

C. Des mouvements plus localisés : raisons, formes

L'échelle locale est primordiale dans les initiatives de transition, et c'est une des principales raisons de la diffusion virale des initiatives de transition. Face aux enjeux climatiques, énergétiques et sociaux, une réponse institutionnelle sera trop tardive et une réponse individuelle trop restreinte : il faut donc que les citoyens s'organisent à petite échelle, localement, en mettant en place des outils de résilience et de lien social permettant d'affronter au mieux les crises actuelles et à venir (Hopkins R., 2010). Le local est le quotidien, c'est l'espace proche de l'habitant. Ce dernier veut agir sur son quotidien, il voit l'impact qu'il peut avoir directement sur son espace, sur ses relations, sur son cadre de vie en générale. La distanciation avec les politiques ; le sentiment de n'avoir aucune influence sur des problématiques plus générales et l'emboîtement des crises créant le contexte de nécessité favorisent l'envie de s'engager à une échelle plus locale pour avoir un impact réel et visible.

D. La capacitation, au centre des initiatives des groupes d'habitants.

Avant de définir la *capacitation*, il faut revenir à la genèse de ce terme qui est l'*empowerment*. Apparu dans les années 2000 en France, le floue autour de celui-ci et les différentes traductions peuvent révéler « que l'idée même d'empowerment serait étrangère à la tradition sociale et politique française où le rapport à l'Etat reste déterminant et où la dimension du collectif ou de la communauté peine à trouver sa place. »¹⁵. Jérôme Vidal avance même « que les sociologies de la domination et de l'aliénation, prégnantes dans les visions françaises du monde social, laisseraient peu de place aux acteurs et à leurs capacités d'actions, à l'agency- terme qui désigne la capacité d'agir des individus. »¹⁶. La traduction apparaît alors aussi difficile que d'accepter son contenu. On trouve alors plusieurs traductions possible de l'empowerment : capacitation, empouvoirisation, pouvoir d'agir, puissance d'agir, pouvoir d'action ou bien encore autonomisation. Autant dans sa trajectoire, dans la multiplicité des champs où elle est utilisée, dans ses évolutions et dans des contextes différents, l'empowerment regroupe des traits communs. « L'empowerment articule deux dimensions, celle du pouvoir, qui constitue la racine du mot, et celle du processus d'apprentissage pour y accéder. Il peut désigner autant un état (être empowered) qu'un processus, cet état et ce processus étant à la fois individuels, collectifs et sociaux ou politiques- même si, selon les usages de la notion, l'accent est mis sur l'une de ces dimensions ou au contraire

¹⁵ Bacqué M.-H. et Biewener C., « L'empowerment, une pratique émancipative », La Découverte, p.7, 2013

¹⁶ Bacqué M.-H. et Biewener C., « L'empowerment, une pratique émancipative », La Découverte, p.7, 2013

sur leurs articulation. Cela implique une démarche d'autoréalisation et d'émancipation des individus, de reconnaissance des groupes ou des communautés et de transformation sociale. »¹⁷

La capacitation, néologisme emprunté à la fois aux Brésiliens et aux Sénégalais, place l'individu et le groupe au centre de la démarche, comme acteur de sa propre transformation et de la transformation de son environnement dans un contexte et des processus individuels ou collectifs. La capacitation est une des traductions françaises de la notion d'empowerment. Elle est néanmoins remise en cause du fait « qu'elle laisserait de côté la dimension de pouvoir politique et de conflits sociaux en glissant sur la pente d'une vision « capacitaire » de la démocratie (la citoyenneté demanderait des compétences, inégalement réparties dans la société) »¹⁸.

« La capacitation implique ici la construction des connaissances et leur donne un horizon : celui d'augmenter les capacités non plus simplement d'être mais également d'agir, celui d'ouvrir un éventail de choix plus large dans leurs actions comme dans leur construction identitaire » (Faburel G., 2013). En rentrant dans des groupes d'initiatives de transition, les habitants sont amenés à mettre en avant leurs savoirs et savoir-faire au bénéfice du groupe. Individuellement, cela amène à une reprise de soi, l'individu peut fabriquer, peut participer activement, il y a donc une mise en geste et donc une reconnaissance d'aptitudes bénéfiques à l'individu. Ils gagnent en autonomie, depuis l'usage fonctionnel des espaces, jusqu'à de nouvelles formes d'échanges.

C'est ce qui caractérise notamment l'association Periferia, qui vise l'élaboration de projets et politiques publiques, ancrés dans une démocratie participative autant dans les pays du Nord que dans les pays de Sud, Periferia « cherche à rééquilibrer les pouvoirs d'influence des différents acteurs, en veillant plus particulièrement à donner la voix à ceux qui ne l'ont pas souvent ou ne la prennent pas. » Elle est une structure parmi tant d'autres qui proposent de repenser la ville, repenser le rôle des habitants dans la construction de la ville

Le *concernement* ; définit comme une autre manière d'appréhender, de connaître et de ressentir le lieu, dans une relation construite, d'affects et d'attaches, et non pas dans une optique de maîtrise à tous crins (Brunnet, 2008) ; en s'alliant à la capacitation amène un autre visage de l'engagement : celui d'une reprise de soi. Selon Ion, « L'engagement est ainsi de plus en plus, pour des personnes de moins en moins aisément situables dans l'espace social, un moment de réflexivité [...] pour faire prévaloir des identités personnelles au sein même de l'espace sociétal sur

¹⁷ Bacqué M.-H. et Biewener C., « L'empowerment, une pratique émancipative », La Découverte, p.6, 2013

¹⁸ Bacqué M.-H., « L'intraduisible notion d'empowerment vue au fil des politiques urbaines américaines », *Territoires*, 460, 2005

la base de valeurs universellement partagées.» Guillaume Faburel montre alors que concernement et capacitation peuvent mettre en lumière d'autres modes et styles de vies par la cohérence de l'ensemble des opérations dont l'habiter est le siège. Par les savoirs de l'habiter, l'engagement fabrique alors autrement du commun (Faburel G, 2001).

Le jardin partagé des Mazades, en voie de création actuellement, reflète parfaitement cette dynamique. La création de celui-ci nécessite des savoirs et savoir-faire différents. Par le biais de l'association FASOLMI (Fabrique solidaire des minimes), les personnes sans emploi, les personnes âgées, en demande d'exil ou venant tout simplement chercher de la compagnie sont les fabricants et futurs utilisateurs de ce jardin. Des compétences propres à chacun se dessinent : certains savent jardiner, d'autres bricoler, d'autres préfèrent la communication, tous mettent en avant leurs compétences et en acquièrent par la même occasion par l'apprentissage collectif. En étant attaché à leurs territoires, en voulant le construire, les individus reprennent confiance en eux en mettant en œuvre leurs savoirs et/ou savoir-faire, créent du lien social et fabriquent du commun. La capacitation n'est pas vue comme une manière de palier à un manque de capacités, mais bien de les développer, les mettre en avant.

E. La recherche de lien social, peur de l'isolement, volonté de création de liens avec ses voisins etc.

Ces luttes plus localisées se retrouvent plus dans les villes, la métropolisation des espaces de vie rend propice ces luttes, la ville est considérée comme moins accueillante, où l'urbanité (civilité et convivialité) et la capacité d'accueil sont déclinées. La ville peut paraître ainsi repoussante, amenant les individus à se replier sur soi-même, c'est en fait un des principaux points de départ des initiatives des habitants. Cherchant à rompre cet isolement, les habitants s'intègrent et forment des groupes d'habitants dans le but de créer du lien social.

Un des rapports phares de l'engagement des habitants comme facteur de socialisation est celui écrit par Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache « Le rapport sur la participation des habitants »¹⁹. L'un des enjeux de la participation des habitants est social. Le collectif permet d'éviter la désociabilisation de personnes se dirigeant vers l'isolement, le repli. C'est notamment ce que fait l'association FASOLMI (Fabrique solidaire des Minimes) au sein du quartier des Mazades. Elle propose tous les jours des activités et projets créés en collaboration entre les

¹⁹ Consulté le 13/06/2015 sur « http://www.territoires.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport-participation-habitants_ok.pdf »

travailleurs sociaux et les personnes du quartier. En donnant la possibilité à ces personnes de venir se retrouver lors d'ateliers ou simplement de repas animés, l'association permet d'éviter l'exclusion sociale mais aussi de créer et fabriquer des liens entre les habitants du quartier. Les individus peuvent ainsi intégrer des dynamiques de groupe mobilisant et enrichissant les personnes individuellement mais aussi collectivement.

Le quartier est un espace d'intégration des individus au sein d'une collectivité à travers la fréquentation d'espaces publics. La population tisse ainsi des liens entre individus mais aussi avec le territoire : « Le quartier devient alors un médiateur du social, fruit de la fréquence et surtout de la qualité des contacts qu'il permet de nouer avec d'autre individus » (Di Méo, 1994)²⁰

F. L'environnement : cause majeur de la mobilisation des habitants

La raison principale de l'engagement des habitants est souvent l'implication au sein de son environnement. Les projets ne se limitent pas seulement à des actions concrètes, ils peuvent aussi être sous forme de groupes de réflexion sur le quartier. L'un des premiers exercices proposés pour démarrer une initiative de transition est la visualisation. Cela consiste à demander aux habitants d'imaginer leurs quartiers dans trente ans. Les individus ferment les yeux, se promènent (mentalement) dans leurs quartiers et doivent décrire leur journée, les rues et activités qu'ils feront dans trente ans. Cela appelant ainsi l'imaginaire, les goûts et envies de chacun, tout cela formant une liste des désirs, souhaits et visions de chacun regroupés à la fin du tour du groupe. Cette liste amène les habitants à s'interroger sur les projets qu'ils aimeraient réellement mettre en place et forme des projets à réaliser en vue de l'obtention de ces idées. Le quartier des Chalets (Toulouse) avait par exemple l'idée de fermer quelques rues le dimanche afin de permettre aux enfants de pouvoir jouer dehors puisqu'ils ne disposent pas d'endroit public pour jouer. Ils ont également mis en avant l'idée d'avoir un endroit disponible pour pouvoir partager et manger ensemble (Vidéo « les chalets en transition ») Que ce soit mentalement ou physiquement, les groupes de quartiers témoignent de la volonté de se réapproprier le territoire, de vouloir impacter l'environnement proche. L'espace est alors public et reflète une réelle participation des habitants dans la construction (mentale et physique) et dans l'amélioration de l'image de son quartier. C'est le cas de plusieurs habitants du quartier Empalot. J'ai pu rencontrer une personne qui fut à l'initiative de plusieurs projets sur le quartier. Elle a pu ainsi m'exprimer son désir de faire bouger son quartier, de lui donner une image positive. C'est par les habitants que le quartier se crée une

image, se développe. En étant convaincu de cela, cette dame s'est mobilisée afin de sensibiliser les habitants du quartier sur leurs pouvoirs en tant qu'habitant. Comment peuvent-ils intervenir dans la création de celui-ci ? Comment le rendre plus agréable ? Etant classée comme zone urbaine sensible, et abritant une population en difficulté, cette habitante montre sa détermination pour changer l'image de son quartier en appelant à la prise d'initiatives des habitants du quartier. Sensible à la cause environnementale, elle a su mobiliser les personnes en leur expliquant le tri, mais elle a aussi réussi à créer une dynamique en implantant des sites de compostage (Vidéo « La mise en place du tri et des composteurs dans le quartier d'Empalot : une initiative et des projets portés par les habitants »). On pourrait réduire ces actions à une simple réduction des poubelles ménagères ou au seul côté environnemental. Cela a permis bien plus, les personnes pour la majorité maghrébines ont retrouvé des traditions de tri, de réutilisation qu'elles avaient perdues en étant à Empalot du fait de l'impossibilité de le réaliser. Elles ont aussi été amenées à se rencontrer, à s'investir pour la demande d'autres composteurs. Les habitants se sont mobilisés du fait que les projets portés visaient à une amélioration de leur environnement. Ils retrouvaient ainsi un environnement et des habitudes qu'ils avaient perdus en arrivant à Empalot (lieux pour récupérer, réutiliser les déchets) Ils ont aussi pu se rendre compte que des initiatives portées par les habitants pouvaient être soutenues et qu'ils étaient les acteurs de leurs quartiers. En expliquant comment ils pouvaient changer les choses et dans quels buts (celui du quartier), ces quelques habitants ont réussi à mobiliser une partie de la population dans la construction de leur quartier. Le statut d'habitant revendiqué par cette dame, est porteur et inspire confiance aux autres habitants qui comprennent que par ce statut, les actions sont réalisées pour et par les habitants du quartier.

III Quels sont les effets sur le territoire ?

A. La réappropriation du territoire (occupation d'espaces, événements sur la place publique, réutilisation de friches etc..) ou l'usage réellement public des espaces.

En s'impliquant dans des projets localement, les habitants cherchent à se réapproprier leur environnement proche. La participation citoyenne ne donnant pas forcément réponse aux habitants, ceux-ci se mobilisent et agissent concrètement sur leurs alentours. C'est le cas de nombreuses initiatives sur Toulouse : occupation d'espaces publics, utilisation de friches, reconversion d'espaces publics etc. En créant un jardin partagé sur une friche, les habitants de Borderouge ont réinvesti l'espace. Au lieu de le laisser sans aucune activité et ne disposant d'aucun terrain alloué par la mairie, les habitants ont pris l'initiative d'investir un terrain vierge. En l'utilisant comme jardin partagé, non seulement ils qualifient le terrain en lui donnant une fonction mais ils lui donnent un caractère collectif en réunissant les habitants du quartier (Vidéo « Borderouge en transition », réalisation personnelle). Le territoire est ainsi modifié par les initiatives des habitants. Nous avons vu différents exemples précédemment, Empalot, les Chalets, Borderouge, tous participent dans la démonstration que le territoire peut être modifié par des projets portés par les habitants. Ces aménagements ne sont cependant pas réalisés sans concertation et sans objectifs. . On ne s'approprie pas un territoire dans le seul but de le dominer, l'acquérir, au contraire, ce territoire, ses objectifs, son utilisation, sont partagés et aspirent à être bénéfique pour les habitants, ces territoires sont l'objet des projets des habitants puisqu'ils ont une valeur pour ceux-ci et veulent ainsi être en relation avec le territoire. L'appropriation du territoire n'est pas individuelle, elle est collective et veut donner un caractère réellement public à des espaces qui ne le sont que dans leurs dénominations. Cela peut être visible et définis comme pour les exemples précédents, cela peut aussi se faire par l'occupation. C'est l'objet de l'article rédigé par Pascale Garnier (Garnier P., 2015) elle s'intéresse ainsi à la place des enfants dans la ville ; notamment sur le jeu des territoires « pleins » donc aménagés pour les enfants, et les territoires vides, réappropriés par les enfants eux-mêmes, de manière plus ou moins informelle : « Partout, le Plein fait le visible de la structure mais le Vide structure l'usage. »²¹ (Cheng 1991, p. 57). En occupant ces espaces, ils les définissent, leurs donnent un usage. Les « new social studies of childhood » montrent l'activité des enfants dans la ville, l'appropriation, l'usage et l'attachement aux espaces du quotidien. L'enfant, non considéré dans l'aménagement de l'espace urbain est pourtant un utilisateur et connaisseur expérimenté de l'espace public. C'est le cas des skateurs qui

²¹ Extrait de : <http://www.metropolitiques.eu/Une-ville-pour-les-enfants-entre.html>

modifient l'usage du territoire par exemple. En pratiquant l'espace urbain d'une autre manière que celle prédite, en marquant un territoire par une occupation ou une utilisation spécifique de l'espace, les enfants et les jeunes définissent ces espaces. Comme le souligne Pascale Garnier, « Derrière ce qui apparaît au premier regard comme une occupation toute « sauvage » ou « anomique » de l'espace, l'analyse révèle des cultures particulières, avec leurs codes, apprentissages et formes de sociabilité ». En se réappropriant des espaces, ils les définissent selon différents critères : l'âge, le sexe, une activité (sportive ou non) mais aussi en termes de différenciation sociale. Les enfants ou les jeunes sont des utilisateurs à prendre en compte dans l'aménagement urbain, la construction, la requalification ou plus simplement l'occupation, sont des formes qui montrent la réappropriation du territoire par les habitants.

B. Les quartiers en relégation : un territoire vitrine montrant la réelle participation ou non des habitants et ses conséquences.

Pourquoi prendre en exemple les quartiers dits en relégation ? La participation des habitants dans ces quartiers illustre bien la participation réelle en France. Montré comme une des solutions pour redonner un nouvel élan à ces quartiers, la faible participation des populations les plus en difficulté reflète le caractère éphémère des dispositifs mis en place par les politiques publiques.

Un des problèmes majeurs concernant les quartiers « en difficulté » vient en partie de par l'approche territoriale qu'adoptent les pouvoirs publics. Les quartiers sont classés dans des zones géographiques prioritaires, on s'intéresse alors au territoire avec les personnes qui y résident au moment de cette classification. Comme le montre Laurent Davezies et Philippe Estèbe (Davezies L. et Estèbe P., 2012), on ne s'intéresse pas aux habitants mêmes de ces quartiers, les individus ne sont pas forcément les mêmes, on ne connaît pas leurs parcours résidentiels, les flux de départs et d'arrivées, nous n'avons que des états des lieux de chaque moment mais aucune donnée sur les habitants eux-mêmes. Comment ainsi évaluer un territoire sans en connaître réellement ses habitants ?

Comme l'indique le rapport du Comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU (CES) : « La logique première des opérations d'aménagement du PNRU n'a pas été d'améliorer la convivialité des quartiers mais le rattrapage avec les autres quartiers de la ville. En effet, cette « remise à niveau » concevait les quartiers comme handicapés et devant être banalisés. Ces opérations, conduites en milieu habité, ont paradoxalement peu pris en compte les pratiques des habitants et leur ont peu donné la parole. La logique urbaine s'est imposée à la logique participative, avec comme

conséquence que les quartiers n'ont pas été pensés et transformés comme des lieux de vie ».²² Aujourd'hui classée comme ZUS ou bien souvent qualifiée de quartier « sensible », en « difficulté » ou en « relégation », la classification montre une fois de plus la prise en compte d'un périmètre spatial, d'un territoire qui abriterait des entités et non pas des habitants. Ces quartiers abritent une population précaire, en difficulté professionnelle et sociale avec des processus de désaffiliation ou de marginalisation sociale subséquent. La sous-représentation des personnes appartenant aux groupes dominés (précaires, jeunes, population d'origine immigrée) dans les expériences participatives (Bacqué, Sintomer, 2011 p.15-16) est importante. Le tableau est sombre mais représente ce que les politiques publiques n'ont pas réussi à changer malgré tous les processus dit de « participation » mis en avant. Les résultats sont visibles, ils ne sont bien évidemment pas tous due à ce manque d'intégration dans les processus de participation mais ils révèlent leurs non-prise en compte. « Parce qu'ils sont les premières victimes de la ségrégation et de la discrimination, ils sont aussi les plus à même, à partir de leur expérience, d'en comprendre les ressorts et de dégager des voies collectives vers le changement »²³. « Le rapport sur la participation des habitants » de Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache est sur cette problématique une référence. Il montre la participation au sein de ces quartiers, les manquements des politiques publiques dans cette participation mais il propose aussi des solutions, des pistes pour palier à ces manques et intégrer réellement les habitants de ces quartiers. Cet échec de relations entre les pouvoirs publics et les habitants se révèle par exemple dans le quartier Empalot (vidéo « La mise en place du tri et des composteurs dans le quartier d'Empalot : une initiative et des projets portés par les habitants », réalisation personnelle). Une habitante, sensibilisée au tri fut désemparée en arrivant dans ce quartier du fait qu'il n'y avait pas de poubelle de tri. En s'informant, en effectuant des démarches afin d'obtenir ces poubelles, elle put apprendre que les poubelles avaient été retirées du fait que la population ne triait pas. Malgré les dispositifs mis en place par les politiques publiques pour expliquer le tri (ambassadeurs du tri réalisant du porte à porte pour expliquer le tri), cette habitante est allée rencontrer les habitants pour connaître les raisons du non triage des déchets. Elles étaient simples : les politiques publiques n'ont pas pris en compte le fait que la population à majorité étrangère pouvait avoir des difficultés de compréhension de la langue française (aucun traducteur présent avec les ambassadeurs), et aucune explication sur les raisons du tri et le devenir des objets triés n'avait été faite. La

²² CES de l'ANRU, 2013, Changeons de regard sur les quartiers. Vers de nouvelles exigences pour la rénovation urbaine, Paris, La Documentation française, p.47.

²³ Marie-Hélène Bacqué M-H. et Mechmache M. (2013, p.17)

population étant plus ou moins méfiante envers les politiques publiques, le manque d'explication et de compréhension a pu amener certaines personnes à penser que ce tri était bénéfique seulement pour les politiques publiques qui allaient pouvoir revendre les poubelles triées à leurs profits. Aujourd'hui, après avoir pris le temps de l'explication et de la compréhension des bienfaits du tri, le tri est réalisé sur Empalot (Vidéo « La mise en place du tri et des composteurs dans le quartier d'Empalot : une initiative et des projets portés par les habitants »). Cet exemple peut paraître anodin, il représente néanmoins le manque de communication et de compréhension entre les politiques publiques et les habitants des quartiers en difficulté mais il montre surtout le non prise en compte spécifique des habitants.

Ces quartiers montrent également le potentiel de développement qu'ils abritent, en mettant en relation pouvoir publiques et habitants, on peut par exemple voir la réussite dans le lancement de nouveaux projets en lien avec les habitants : celui de l'Atelier Solidaire dans le quartier d'Empalot. Réussite tout du moins dans la création de ce projet, il est encore trop tôt pour mesurer la réussite de ce projet dans le temps. Il est néanmoins nécessaire de souligner la démarche.. Co-construit avec les habitants, l'Ateliers solidaire est un lieu d'information et de formation sur la réduction d'énergie, sur les petits bricolages à réaliser chez soi, tout ce qui touche à leurs logements et à l'énergie. Il fut développé en accord avec les habitants, prenant en compte les spécificités des habitants du quartier. Cet atelier aujourd'hui géré par les Compagnons bâtisseurs en coopération avec des habitants, a pour objectif d'être géré entièrement par les habitants dans quelques années (Vidéo « La place des habitants dans les projets publics à Empalot, l'exemple de l'Atelier solidaire »).

C. Les groupes de projets de quartier : une réponse à une politique publique trop distanciée des habitants ?

Les initiatives peuvent répondre à des besoins que les pouvoirs publics ne peuvent pas ou plus satisfaire. Dans les années 70 et 80, la participation fut donnée comme le moyen de retisser du lien social dans les quartiers en relégation. Les ZUP qui ont brutalement urbanisé la périphérie des villes ont abrité des populations qui ont été installés tout en étant déracinés de leurs origines. La question de la participation était plus liée à celle de l'appropriation du territoire. Comment faire sentir aux habitants que c'est leur quartier? Durant les années 80 et 90, la participation fut clairement le moyen d'apaiser les tensions sociales que les politiques ne géraient plus. La participation devait maintenir la paix sociale en créant du lien social.

Comme l'explique Pierre Mahey dans « La participation des Habitants Enjeux et Pratiques »²⁴, la volonté politique de participation des habitants s'explique pour plusieurs causes : la politique est trop distanciée de la population, les habitants ne croient plus en leurs élus et ne se sentent pas écoutés. Les forces politiques se questionnent et cherchent donc les moyens pour rétablir leur légitimité. La distanciation des institutions politiques et les rigueurs réglementaires, l'impression qu'aujourd'hui, les élus de quartiers ne peuvent rien changer avec les transferts de compétences mais aussi les rigueurs administratives font que les habitants veulent plus de poids dans la décision publique afin d'avoir un réel impact sur un territoire où ils sont les plus à même de parler. Aujourd'hui, les différentes expériences des politiques de la ville ont montré l'importance du terrain.

Face à la théorisation et la complexification des discours des politiques, les habitants cherchent d'autres moyens pour pouvoir intervenir et être pris en compte. « Exclu du système d'élaboration des normes constructives qu'il subit et plus généralement des processus d'aménagement du cadre bâti, l'habitant s'est trouvé disqualifié de tout jugement qu'il aurait pu porter sur ces démarches ou sur leurs résultats, au nom d'un savoir scientifique et technique qu'il ne maîtriserait pas et d'une culture du goût et du beau qui serait l'apanage des architectes et à laquelle il serait étranger » (Pinson, 1993). J'ai pu rencontrer plusieurs habitants engagés dans des projets de quartier qui exprimaient ce problème. Ils revendiquent ainsi l'action concrète, laissant de côté toute la théorisation qui fait reculer un bon nombre de personnes dans la participation sur les projets. L'utilisation de termes techniques tout comme les aspects procéduraux, administratifs freinent et repoussent un nombre importants d'habitants dans la participation. En voulant agir concrètement, ils répondent à une politique publique de participation ayant comme image celle du « paraître ». Les procédures, les réunions ou encore les événements créés pour prendre en compte la parole des habitants ne sont qu'une formalité administrative et n'ont aucune conséquence réelle sur le territoire. Les habitants se sentent trop éloignés de cela et veulent agir concrètement sur leur territoire. Le mouvement des initiatives de transition cherche à répondre à cette problématique en prônant l'action locale. Selon Rob Hopkins, l'assortiment de solutions qui fonctionnent à un endroit ne fonctionne pas forcément dans d'autres, chaque communauté élabore ses propres solutions, ses propres mesures et ses propres outils. On n'applique pas les mêmes méthodes sur tous les territoires. C'est important puisque « toute solution imposée d'en haut est superflue puisque ses concepteurs ne connaissent ni la situation locale ni la façon d'y

²⁴ Consulté le 16/06/2015 : <http://www arpenteurs.fr/Documents/revolution.htm>

faire face. Ensuite parce que construire la résilience implique de travailler à de petits changements dans une multitude de niches locales, donc de procéder à un grand nombre de petites interventions plutôt qu'à quelques grandes (Hopkins R., 2012).

Les habitants sont eux-mêmes détenteurs des connaissances de leurs territoires, et c'est en les mettant en action en commun qu'elles s'expriment, s'enrichissent et participent à la construction du territoire. Il n'existe pas de solution unique à tous les territoires, chacun est le fruit de l'habiter. Cela laisse ainsi un espace de liberté où les habitants peuvent non seulement s'exprimer mais aussi être les constructeurs tant d'un point de vue mental que concret de leur territoire. Le droit à l'erreur est primordial, il permet non seulement d'apprendre de ses erreurs, mais il laisse ainsi plus de liberté et plus d'espaces dans la prise d'initiative des habitants désirant s'investir. Les groupes d'habitants proposent une autre manière d'aborder le territoire, de le diriger. Le passage à l'action ne se fait pour autant sans une réflexion préalable, mais elle se détache du cadre imposé par les politiques publiques qui apparaît parfois trop scientifique et institutionnalisé, parfois tout simplement trop éloigné des habitants.

D. Logique ascendante/descendante ?

Chaque démarche participative, projets ou consultation en lien avec les habitants doit être étudiée et analysée afin de connaître le sens de la démarche. Est-ce dans une logique descendante (« top down ») ou ascendante (« bottom up »)?

Il convient alors de les définir. Ces deux notions peuvent avoir des définitions qui varient selon le domaine dans lesquelles elles se trouvent. Nous prendrons le domaine de l'aménagement urbain. Le bottom up ou logique ascendante renvoie aux dispositifs de type participatif dont l'origine est plutôt associative. Elle est initiée par des individus directement concernés par les politiques publiques et sur lesquels ils entendent peser (Carrel, 2004). C'est une démarche venant du bas, les collectifs, associations d'habitants, les initiatives de transition font partie d'une logique ascendante.

A l'inverse, le top down ou logique descendante renvoie à des méthodes qui viennent des autorités publiques. La démarche descendante « est antinomique avec les exigences de participation des habitants » (Carrel, 2004).

Les logiques descendantes étaient et sont encore prépondérantes dans les processus de participation des habitants. Elle furent notamment considérée comme un moyen pour lutter contre les luttes urbaines dès les années 70, puis, en réponse à l'urgence d'impliquer les habitants dans les processus, la logique descendante a été adoptée déclinant localement des processus pensés au

niveau national (Epstein, 2012). Même si de nombreux collectifs, associations se mobilisent et représente aujourd'hui la logique ascendante, les processus de participation des habitants avec les politiques publiques sont encore trop marqués par le poids et l'importance des institutions.

On peut ainsi s'interroger à chaque fois que la participation est demandée à quelle logique appartient-elle ? Ascendante ou descendante ? Une des solutions apportées par l'association Periferia dans la publication « Mettre en place et transmettre des démarches de participation »²⁵, est dans l'impératif de construire le sens de la participation entre différents acteurs. Identifier chaque acteur et connaître les raisons pour lesquelles il encourage la démarche de participation et/ou pour lesquelles il s'engage. Appartient-il à une entreprise, une association, un groupe d'habitants ? Cela permet de mieux cerner chaque acteur, mais aussi de créer des intérêts communs ou voir que les avis sont divergents.

Au sein de ces démarches, de ces projets de participation des habitants, il ne faut pas opposer les deux, une logique descendante n'est pas forcément négative et une ascendante positive. Au contraire, un juste milieu est bénéfique pour les deux parties, c'est dans une logique de coopération que ces deux mouvements trouveront satisfaction, permettant l'implication réelle des habitants dans la construction du territoire mais aussi évitant une représentativité qui peut être biaisé et synonymes d'intérêts personnels. Rob Hopkins le souligne, c'est en mettant les initiatives de transition dans un contexte de combinaisons partant d'en haut et de la base que celles-ci fonctionnent le mieux. Néanmoins, il marque bien le fait que les individus ne doivent pas attendre l'action des gouvernements et que « les réponses nationales et internationales ont toutes plus de chance d'être couronnées de succès dans un environnement où les réponses communautaires sont abondantes et dynamiques ».²⁶

L'enjeu au sein de la participation des habitants est avant tout politique. Il consiste à mobiliser les citoyens autour de la vie collective et de la vie de la cité, à faire de la chose politique un enjeu partagé, à faire émerger de nouveaux responsables politiques et à en diversifier les profils, à réinventer la démocratie (Bacqué M., Mecomache M., 2013).

²⁵ Consulté le 16/06/2015 sur :

http://www.periferia.be/images/Educationpermanente/EP2014/150501_questionnaireclps_light_light.pdf

²⁶ Rob Hopkins, « Manuel de transition », 2011. P.83

IV Comment prendre en compte ces actions pour créer une coopération avec les pouvoirs publics ?

Considéré comme pierre angulaire des pratiques urbaines aux Etats-Unis, l'empowerment est souvent décrit comme le moyen de placer les citoyens en situation de codécision, au plus haut niveau de participation. Or la France tient dans ses traditions sociopolitiques la conception de l'intérêt général, dont les élus et fonctionnaires se voient comme les garants. On assiste ainsi à une méfiance et une réticence de la part des professionnels face à l'émergence de décisions dans le cadre de participation collective. Le modèle Républicain a clairement peur des communautés autre que la communauté nationale, il a peur des dérives communautaristes.

« Les freins reposent en particulier sur les difficultés du cadre républicain à concevoir le contre-pouvoir démocratique comme un levier et non comme une menace, ce qui conduirait alors à reconnaître la légitimité de collectifs à participer voire à initier le débat public²⁷ » (Bacqué M., Mecomache M., 2013.). Ce développement de la participation de la société civile n'est en aucun cas là pour se substituer aux services publics, la peur des élus, des techniciens de perdre de leur légitimité en donnant plus d'espace aux habitants est négative. Les habitants se mobilisent avec ou sans les politiques publiques, on voit aujourd'hui énormément d'éclosions de projets, de collectifs d'habitants. Une coopération permettant une politique d'empowerment « à la française » amènerait une intensification des politiques publiques co-élaborées qui s'appuieraient sur les initiatives citoyennes.

A. Repenser le rôle des habitants dans la politique de la ville

- **Considérer l'habiter**

Le statut de l'habitant doit être repensé, l'une des raisons de la faible participation de ceux-ci s'explique selon Donzelot du fait que « ceux qui veulent participer et qui ne s'inscrivent pas dans le schéma préféré des décideurs seront vite perçus et dénoncés comme les défenseurs de leurs intérêts privés face au souci de l'intérêt général dont se pare les décideurs publics »²⁸ L'habitant ne doit pas être réduit à l'usager, le profane, ou au riverain comme nous l'avons vu en première partie, il doit être considéré et faire partie à sa juste valeur dans les processus participatifs. C'est

²⁷ Marie-Hélène Bacqué M-H. et Mechmache M. (2013, p.25)

²⁸ Donzelot J., « La ville à trois vitesses », p.102

en l'associant aux politiques publiques que celles-ci se rapprochent le plus du territoire et d'une réelle démocratie participative.

- **Assurer la participation à tous**

La question de la représentativité est un des problèmes de cette participation des habitants. Comment prendre en compte tous les habitants ou du moins, assurer la représentativité des habitants du quartier ? Une des solutions apportées par de nombreuses recherches est celle du tirage au sort. Il fait ainsi participer des habitants qui ne le feraient pas spontanément, la participation n'est pas nécessairement du début jusqu'à la fin du projet, mais elle sensibilise et fait entrer dans le débat une population souvent en dehors de ces processus participatifs. Le tirage au sort diversifie le public mobilisé, il fut développé à l'international notamment en Islande pour la proposition d'un nouveau projet de Constitution.

B. Appuyer et reconnaître les initiatives des habitants

En reconnaissant et en appuyant les initiatives citoyennes, la puissance publique les encourage et crée des conditions favorables pour une construction de l'existence d'une démocratie participative. Attribuer des ressources, des locaux, du personnel afin de pouvoir faire naître, vivre et donner les conditions nécessaires à la participation citoyenne est essentiel si les politiques publiques souhaite une coopération avec ces groupes d'habitants. Mettre un ou des locaux à disposition peut paraître dérisoire mais cela ne se réduit pas seulement à un bâtiment, ils représentent également les pouvoirs publics, ils symbolisent ainsi l'intégration des quartiers mais aussi des habitants de ces quartiers dans l'ensemble de la société. Ces bâtiments crée du lien social entre les habitants mais aussi entre les habitants et les pouvoirs publics. La démarche de bottom up est essentiel et ne doit en aucun cas être cherché à être supprimé, au contraire, il faut l'encouragé en donnant la possibilité à ces groupes, collectifs de pouvoir avoir des infrastructures permettant le regroupement, des aides qu'elles soient matérielles, financières ou humaines afin de donner la possibilité à ces collectifs de se créer, se développer ou tout du moins de se maintenir dans des conditions minimum. Enfin, soutenir et reconnaître ces groupes d'habitants est moteur dans l'ouverture au dialogue entre les politiques publiques et les groupes d'habitants, cela peut ainsi amener à une coopération entre les deux entités.

C. Croiser les échelles, croiser les thématiques

Comme nous avons pu le voir dans la première partie, autant les élus que les habitants ne trouvent pas satisfaction dans les processus de participation. L'un des enjeux pour les politiques

est de ne pas tomber dans la réponse au cas par cas, à n'obtenir que l'avis d'un groupe de personnes excluant de fait tout le reste de la population. C'est notamment par le croisement d'échelles et de thèmes que Pierre Mahey dans « La lisière, potentiel d'accueil des nouveaux espaces publics de débat »²⁹ apporte une solution. Croiser les échelles permet d'éviter le repli sur soi, la défense de proximité et permet ainsi de rentrer dans une démarche plus collective. Le croisement des thématiques est lui aussi nécessaire, il permet d'éviter « des projets monofonctionnels producteurs d'exclusion et incapable d'évolution dans le temps. »³⁰ (Mahey P., 1999). On diminue ainsi le nombre d'individus venant uniquement pour défendre un intérêt personnel et ne représentant en aucun cas, la démarche collective de co-construction recherchée entre les pouvoirs publics et les habitants. L'individu n'est plus seulement réduit à des questions de proximité, il peut réfléchir et être consulté dans une vision plus globale.

D. Donner les moyens de la contre-expertise

La prise en compte de la parole des habitants est souvent mise en rapport avec celle des grandes institutions, des entreprises, élus ou techniciens qui interviennent et apparaissent avec le statut de savant. Cela est source d'éloignement de la participation des habitants comme nous avons pu le voir précédemment. Guillaume Faburel l'explique durant sa conférence³¹ du 16 mai 2013, l'habitant est souvent réduit à ses compétences et à ses savoirs liés à son quotidien, à son environnement proche. Il est ainsi consulté sur des questions assez réduites laissant l'essentiel des projets, les aménagements de plus grande envergure aux experts contractés par les politiques. Or, « La phénoménologie, courant philosophique montre que le quotidien est une expérience qui se vit dans une continuité, [...] le local est un puissant embrayeur de généralités »³². L'une des solutions trouvées par les citoyens est de s'allier, établir des partenariats avec des universitaires, des associations d'experts (type les Arpenteurs en France³³). Les politiques publiques doivent changer leurs regards et le statut sur les habitants comme nous l'avons vu, en attendant, les habitants trouvent des solutions pour y remédier. C'est notamment le cas du projet « Occupe Estelita »³⁴ à Recife (Brésil). Depuis maintenant trois ans, les citoyens se sont mobilisés sur le site pour empêcher la construction d'un projet d'aménagement ne prenant pas en compte l'avis de la population. Le collectif « Occupe Estelita » s'est armé de techniciens pouvant premièrement,

²⁹Extrait de <http://www.arpenteurs.fr/Documents/lisiere.htm>

³⁰Extrait de : <http://www.arpenteurs.fr/Documents/lisiere.htm>

³¹Extrait de : <http://podcast.grenet.fr/episode/le-citoyen-producteur-et-gestionnaire-de-ville-est-ce-possible/>

³²Faburel G., conférence du 16/05/2013 à l'AUAT

³³ Les Arpenteurs : <http://www.arpenteurs.fr/>

³⁴ Disponible sur : <https://www.facebook.com/MovimentoOcupeEstelita?fref=ts>

contester avec l'appui de données techniques le projet d'aménagement, mais ils ont pu et proposent encore de nouveaux projets correspondant mieux aux attentes de la population. En s'alliant avec des techniciens, leur pouvoir s'accroît et met les politiques publiques face au mur. Le projet n'est pas celui que les gens veulent, ils disposent des arguments (techniques, sociaux et économiques) pour montrer non seulement ce qui ne va pas, mais aussi pour proposer une solution. Cette démarche ascendante peut aussi être descendante. Ainsi, les collectivités peuvent mettre à disposition des techniciens pour venir accompagner les habitants dans leurs projets. En aucun cas ceux-ci se subsistent aux habitants. Pourquoi ne pas mettre les habitants en relation avec des acteurs leur permettant d'avoir plus de poids dans les processus de décision ? Par exemple, l'association Periferia cherche à rééquilibrer les pouvoirs d'influence des différents acteurs. Elle agit en tant que « conseiller » auprès des habitants en cherchant à encourager la capacitation citoyenne « par une réflexion portée sur la pratique, par le contact et l'échange avec d'autres. ». Elle affiche clairement son rôle mais surtout sa volonté de mettre l'habitant en avant et de ne jamais prendre sa place, « Notre raison d'être est de disparaître »³⁵, le rôle de Periferia est de « révéler la capacité de tout un chacun à contribuer à l'élaboration d'idées, de projets, de politiques publiques et ainsi être acteur de changement. », Periferia joue le rôle de « catalyseur d'une réaction sociale fondée sur les dynamiques propres des groupes et des individus que nous contribuons à faire apparaître. »³⁶. Pouvoir mettre en relation ce type d'association, de structures, de professionnels avec les habitants pour servir de moteur et d'appui aux habitants est essentiel et peut venir soit d'une démarche ascendante, soit descendante. Dans les deux cas, elle est bénéfique autant pour les habitants que pour les politiques publiques dans une démarche de démocratie participative au plus haut niveau.

E. Des initiatives qui remettent en cause la volonté de tout planifier, aménager et qui appellent à une plus grande liberté à accorder aux habitants dans la construction de leurs territoires.

Aujourd'hui, la réponse est peut-être de laisser agir, mettre un peu de côté le désir de maîtrise et de planification et laisser ainsi la réflexion et la construction par les initiatives des habitants.

C'est notamment ce que défend les Saprophytes, collectif pluridisciplinaire se définissant comme étant entre une agence d'architecture et de paysage, une plateforme de création, un atelier de construction et structure d'éducation populaire, « Convaincus de son rôle fondamental comme

³⁵Extrait de : <http://www.periferia.be/index.php/fr/presentation/presentation>

³⁶Extrait de : <http://www.periferia.be/index.php/fr/presentation/presentation>

lieu d'expression de la diversité et des possibles rencontres offertes par la vie urbaine, nous choisissons d'abord l'espace public comme lieu d'action et d'expérimentation collective. Nous défendons le droit à l'erreur, à la recherche perpétuelle, au questionnement, au tâtonnement. »³⁷

Allier urbanisme et une réelle implication des habitants est possible en lui laissant la possibilité d'intervenir sur le territoire. En considérant l'habitant comme étant capable et devant intervenir sur la construction de son milieu, les Saprophytes mettent en place des processus de construction collective de la ville basés d'abord sur la rencontre, l'échange d'expériences, de savoir faire. Ils voient ainsi l'habitant comme pièce majeur de l'aménagement et viennent pour leur part en tant qu'outils pour aider les habitants à construire leurs milieux.

Le temps est un composant essentiel de la réflexion. Le temps légitime de participation actuel est beaucoup trop court, il ne laisse en aucun cas la possibilité de donner au débat public une réelle chance d'être constructif, de dépasser le simple conflit et d'apporter ainsi une solution réfléchi, débattu et coproduite entre les différents acteurs. Il faut ainsi laisser l'espace à la réflexion collective et à la prise en compte des avis des habitants en donnant plus de temps, cela se réglant en grande partie en faisant intervenir les habitants en amont des projets.

Enfin, les nombreux projets portés par des associations, collectifs d'habitants révèlent également une alternative à la planification, à l'aménagement programmé des politiques publiques. Planifier, qualifier les terrains, tout cela peut se remettre en question quand nous voyons ce que des terrains délaissés deviennent. Etant le fruit d'une réflexion, d'une utilisation faite en dehors de ces institutions, les quartiers dits en « relégation » sont les exemples même de cette démocratie participative. Comme l'explique Pierre Mahey au sein de « La lisière, potentiel d'accueil des nouveaux espaces publics de débat »³⁸, ces espaces en périphérie, les lisières, sont synonymes de coupure, de fracture urbaine, ils sont peut-être inintéressant pour un urbanisme d'un point de vue foncier, mais « De nulle part et donc considérés comme à personne, ils peuvent facilement devenir les espaces de tout le monde »³⁹. C'est ainsi que l'on peut voir ces espaces occupés par les jeunes notamment, lieux où ils se montrent et peuvent voir les autres, lieux où ils peuvent rester sans qu'on les questionnent sur leur présence « Et quand les apprentissages de la vie sociale dans le quartier sont établis sur l'affirmation d'une culture commune affichée comme un laissez-passer,

³⁷Extrait de : <http://www.les-saprophytes.org/index.php>

³⁸ Consulté le 16/06/2015 sur : <http://www.arpenteurs.fr/Documents/lisiere.htm>

³⁹ Extrait de : <http://www.arpenteurs.fr/Documents/lisiere.htm>

c'est l'initiation au camouflage qui se joue à la lisière, l'apprentissage de l'anonymat, de la capacité à se fabriquer un visage, un comportement, une identité acceptable pour les autres. L'apprentissage de la politesse, de l'urbanité finalement ? ». En laissant ses quartiers de côté, les habitants se sont approprié ces espaces, donnant à ces lieux une image de ce qu'est la démocratie urbaine. (Mahey P., 1999). Le délaissement de certains espaces a conduit à leur qualification par la population même, lui donnant ainsi un réel caractère public. L'espace délaissé devient un espace de liberté, construit mentalement mais aussi physiquement (exemple : habitants de Borderouge qui ont construit un jardin partagé sur une friche, III, A).

F. S'appuyer sur des méthodes mises en œuvre par des entreprises, collectifs, chercheurs.

Pour terminer cette étude, parce que l'énumération de toutes les méthodes seraient inutiles et parce qu'elle ne prétend pas apporter la solution à la coopération des politiques publiques et des habitants, celle-ci peut et doit se faire en s'appuyant sur les nombreux travaux qui ont été réalisés et déjà testés depuis maintenant quelques années. Les élus, techniciens et représentants des institutions publiques en général ne peuvent plus aujourd'hui se cacher derrière un manque d'informations, de disponibilités de méthodes à mettre en œuvre pour s'orienter vers des dispositifs de participation réels. En plus des ouvrages scientifiques, il existe des méthodes prêtes à appliquer : on peut notamment en mettre certaines en avant :

- « Le rapport sur la participation des habitants » de Marie-Hélène Bacqué et Mohamed Mechmache. Ce rapport est une référence pour comprendre les échecs de la participation en France et dans les quartiers populaires plus spécifiquement. Il apporte non seulement des outils et des solutions mais amène également à repenser la politique de la ville dans son ensemble.
- Les associations Periferia, les Arpenteurs, les Saprophytes. Toutes proposent des méthodes pour mettre en avant l'habitant, le mettant au centre des projets en favorisant le développement de la capacitation (empowerment). Ses méthodes sont dirigées envers les habitants et sont utilisables par les pouvoirs publics dans une logique de démocratie participative. L'une d'entre elles est visible en annexe.
- « Le manuel de transition » de Rob Hopkins. . S'il est précisé qu'aucune méthode n'est générale et que chacune doit s'adapter au territoire, cet ouvrage permet de comprendre non seulement tout ce qui est lié à la transition mais aussi les raisons et méthodes de mobilisation des habitants. De nombreuses formations sont mises à disposition auprès des professionnels et des habitants dans cette recherche de coopération sur des projets urbains. On peut citer comme exemple l'Ecole

de la rénovation urbaine qui propose des formations sur plusieurs jours autant pour les habitants que pour les professionnels investis dans les démarches de participation (voir annexe).

Enfin, non pas dans un but personnel ni avec une volonté de promotion de ce mouvement, il semble intéressant de prendre en compte ce qu'apporte aujourd'hui les initiatives de transition. Etant rattaché à aucun groupe politique et donc sans ambition personnelle derrière, elles représentent ce que les habitants peuvent faire et ce qu'ils réalisent sur un territoire dans un objectif de résilience et de bien-être de l'environnement. Composé de catégories sociales différentes, elles sont sources de propositions réfléchis et débattus, mise en place ou non, tout cela à échelle locale. Prendre en compte ces initiatives en travaillant sur une coopération entre les politiques publiques et les initiatives de transition, mais aussi en promouvant ce type d'initiative permettrait une réelle avancée dans la prise en compte des habitants dans l'aménagement du territoire et serait force de proposition d'un autre aménagement du territoire.

Conclusion :

La participation des habitants est aujourd'hui l'élément mis en avant dans toutes les politiques publiques, on peut remarquer les nombreuses lois, dispositifs mis en place afin d'intégrer les habitants dans les projets d'aménagement, les politiques publiques cherchent, et ce depuis maintenant plus de trente ans à intégrer les habitants. Nous avons pu voir les différentes raisons de ces échecs mais aussi quelques éléments de réponses. Le plus prometteur est sûrement celui des initiatives portées par les habitants, toutes ces éclosions représentant ainsi l'empowerment tant promu et recommandé par les défenseurs de la participation habitante. La démarche est ascendante, venant ainsi rompre avec les traditions françaises ayant peine à reconnaître ces collectifs et à rentrer dans une démocratie participative et non représentative. Tous les métiers ayant attrait au territoire se retrouvent, qu'ils le veuillent ou non, dans une situation qui les obligent à repenser leurs méthodes de travail, de réflexion. Les habitants occupent une réelle place dans le débat sur l'espace public, ils ne retirent en rien les compétences et la légitimité des professionnels mais ils appellent à une réinterrogation et à une coopération. Tout l'enjeu est là, autant pour les politiques publiques que pour les habitants, les solutions viennent d'en bas et elles seront encore plus bénéfiques si les liens entre les politiques publiques et les habitants, collectifs, associations se font dans une démarche de coopération.

Partie 3 : Retour réflexif sur le travail réalisé en stage

Les différents acteurs identifiés avec Philippe Antona ont tous pu être rencontrés. Les rencontres ont parfois été retardées, plus ou moins difficiles à obtenir, mais ont toutes fait l'œuvre d'un véritable échange et ont eu comme finalité la réalisation d'une vidéo.

Les vidéos permettent ainsi d'identifier les personnes motrices dans différents quartiers et de connaître les différents projets existants ou futurs.

La partie multimédia a ainsi été réalisée. La réalisation d'un post par semaine a été globalement respectée, bien que les agendas des personnes filmées mais aussi les différents événements dans les quartiers ont générés des décalages et ajustements.

Chaque semaine, j'ai rencontré ces acteurs s'investissant dans leurs quartiers et pouvant ainsi témoigner de leurs expériences. L'objectif fut de mettre en avant les initiatives prises dans ces quartiers mais aussi de mieux les comprendre grâce à l'interview de ces personnes motrices. Les trames d'entretiens ont été modifiées en fonction des personnes et des projets rencontrés. Elles ont cependant gardé une trame générale (voir les formulaires d'entretien en annexe) que nous voulions faire apparaître dans toutes les vidéos. Evidemment, les entretiens ne se sont pas tous déroulés de la même façon, les individus étaient plus ou moins à l'aise avec la vidéo, répondaient aussi aux questions avec une vision qui n'était pas forcément la même selon les quartiers. Les personnes rencontrées étaient pour la plupart à l'initiative de ces projets, elles connaissaient non seulement très bien les différents projets, mais elles témoignaient aussi des craintes, des difficultés rencontrés lors de lancements d'initiatives de transition ou de projets communs. Les vidéos ont ainsi apportées des réponses aux personnes désirantes se lancer dans des initiatives de transition.

Elles ont aussi témoigné de l'implication des habitants dans la construction de leurs territoires. Ceux-ci montrent à quel point les politiques publiques doivent réellement intégrer les habitants dans leurs projets. Ces personnes reflètent la volonté de participation, qui est pour eux non plus un désir mais une réalité. J'ai pu me rendre compte du nombre important de projets d'habitants en cours ou futurs en lien avec l'aménagement du territoire. Nous sommes forcément interpellés par les opérations d'aménagements retranscrites sur panneaux publicitaires à l'entrée de celles-ci. Nous sommes néanmoins beaucoup moins sensibilisés aux initiatives portés par les habitants. Que ce soit socialement, économiquement et bien sûr dans le système de gouvernance au sein de ces projets, les habitants rencontrés apportent une nouvelle vision de l'aménagement du territoire. Le quartier des Chalets, Borderouge, Empalot, les Sept Deniers et les Mazades sont des quartiers

où les habitants construisent leurs territoires. Les personnes n'attendent plus les politiques publiques. La démarche, qu'on le veuille ou non, est ascendante. Elle sera encore plus bénéfique si elle est dans une logique de coopération entre les politiques publiques et les habitants.

Il faut également noter que les vidéos sont là non seulement pour donner envie aux individus de s'investir dans des initiatives de transition, elles ont aussi pour objectif d'impliquer directement les personnes, de donner envie à ces personnes de prendre ces projets en main et ainsi permettre aux acteurs majeurs des quartiers en transition de déléguer les tâches afin d'obtenir des projets tenus par tous, donnant un élan collectif et non pas individuel.

Même si les trames d'entretien ont été construites afin de tendre vers les objectifs fixés, il est néanmoins difficile de recenser la portée et les conséquences directes qu'ont pu et peuvent toujours apporter les vidéos réalisées. Les statistiques du nombre de visionnage peuvent donner un aperçu de la portée que peuvent avoir ces vidéos, néanmoins, elles ne répondent pas à l'envie d'implication qu'elles peuvent apporter et il est difficile de savoir aujourd'hui si ces vidéos ont entraîné l'implication de personnes dans des projets.

Dès la construction des premières vidéos, Philippe Antona et moi-même nous sommes interrogés sur la durée de ces vidéos. Supérieures à 15 minutes, elles ne pouvaient pas s'adresser à un public non-averti. Il s'avère difficile de garder un spectateur non sensibilisé durant une période aussi longue. Il a fallu ainsi choisir : soit nous réduisons les vidéos, nous perdons ainsi du contenu mais touchons plus de spectateurs ; soit nous gardons le format et choisissons donc de privilégier le contenu à la forme. Nous avons gardé la deuxième solution. Premièrement car je ne suis pas qualifié pour réaliser de la vidéo publicitaire, je n'ai aucune formation en réalisation de vidéos et l'objectif de ce stage n'était pas dans cette direction. Deuxièmement car nous souhaitons apporter un réel contenu. Le spectateur, étant déjà sur la page de Toulouse en transition est dans la plupart des cas, un spectateur averti, sensibilisé ou tout du moins s'intéressant aux sujets évoqués dans les initiatives de transition. Nous devons ainsi rester dans la démarche que nous voulions, mettre en avant les initiatives des différents quartiers afin de les expliquer. Le contenu a donc été privilégié et a répondu à ce que nous recherchions dans la création de ces vidéos : mettre en avant ces initiatives et permettre une meilleure compréhension de celles-ci. Il est certain que si Toulouse en transition cherche à mieux se faire connaître et toucher un public non-averti, il serait intéressant de travailler avec des professionnels de la vidéo.

L'enjeu principal de ces missions était de mettre en avant les initiatives de transition mais il était aussi d'établir des intercommunications entre les quartiers.

Afin d'établir ces relations, il m'a fallu faire beaucoup de relationnel, aller à la rencontre des individus et participer aux évènements. C'est seulement après plusieurs rencontres que j'ai pu mettre en relation certaines personnes. Grâce aux premiers contacts donnés par Philippe Antona, j'ai pu assister à des réunions, à des évènements, à des actions liées aux projets portés par les habitants. J'ai ainsi pu agrandir ma liste de contact nécessaire aux futures mises en lien entre différents quartiers, différentes personnes.

Il m'a été difficile au début de mettre en relation les individus du fait de ma non-connaissance de toutes les associations et/ou des projets qui existent et que la plupart des individus rencontrés connaissent déjà. J'étais à vrai dire le plus novice d'entre eux et j'assimilais beaucoup plus que je ne donnais. La quantité d'information et la volonté de partager des individus rencontrés les premières semaines m'a ensuite donné l'opportunité de pouvoir faire le relais entre différents individus dans différents quartiers. Les dernières semaines ont été pour moi l'occasion de me rendre compte de la quantité d'informations et de la possibilité de mise en relations des différentes personnes que j'ai pu acquérir. La mise en relation entre les différents quartiers était et reste toujours à développer. Le côté local des initiatives est important, il doit néanmoins s'enrichir des expériences déjà produites à côté et permettre d'établir de l'entraide entre ces initiatives. J'ai surtout pu effectuer ce travail sur le quartier des Mazades, les projets sont dans la période de lancement, cela m'a donc permis de pouvoir diriger certains habitants sur des projets similaires déjà existants dans différents quartiers. Cette mise en contact leur permet ainsi d'échanger et d'enrichir leurs connaissances et pratiques grâce à l'entraide.

Il faut mesurer la portée de ces mises en relations avec la durée du stage et d'implication au sein de l'association. Afin de réaliser pleinement cet objectif, il aurait fallu une durée de stage plus longue, permettant ainsi de rencontrer plus d'individus, de connaître et participer aux différents évènements afin de pouvoir agrandir et continuer les mises en relations. Les habitants se regroupent pour beaucoup dans une démarche de création ou de renforcement de liens sociaux. Cela nécessite donc de passer du temps avec eux pour établir des liens afin de s'inscrire dans une réelle continuité dans les projets.

Le temps est d'ailleurs une des problématiques majeures de quelques personnes « motrices » de ces projets. Les éléments moteurs de ces différents projets sont tous bénévoles, ils doivent ainsi lier travail, famille et bénévolat, ce qui peut assurément amener à être surchargé et décourager beaucoup de personnes dans leurs possibles implications. Il faut ainsi réussir à déléguer les tâches dans les projets et essayer de les porter collectivement et non individuellement. La majorité des personnes interviewées sont des personnes très engagées et donnant beaucoup de leurs temps

personnels. Certains projets arrivent néanmoins à être portés par différents acteurs, et petit à petit, la personne initiatrice arrive à déléguer et à passer du statut « d'organisateur » à « participant ». Cette étape est nécessaire pour la pérennité des projets, évitant ainsi la surcharge de travail et permettant le développement réellement collectif des projets. C'est notamment un des buts recherchés dans la mise en lien entre les différents acteurs. S'enrichir des savoirs et savoirs faire des autres afin de faciliter les projets.

Ce transfert de savoir serait aussi intéressant pour les étudiants en mettant en place des rencontres entre des acteurs mobilisés dans des associations telles que Toulouse avec des étudiants en urbanisme. Ces habitants-acteurs de leur territoire amènent une vision que nous ne pouvons acquérir au sein d'une classe. Autant que les professionnels rencontrés au sein du cursus, ceux-ci disposent d'enseignements qui sont constructifs dans un urbanisme où l'habitant a réellement sa place dans la construction du territoire.

Enfin, il m'apparaît important de remarquer la place que l'urbanisme a dans ces initiatives habitantes. Il était difficile au départ pour moi de cerner l'apport que je pouvais donner aux projets dans les différents quartiers en dehors de la réalisation de vidéos qui d'un point de vue technique n'appartient pas du tout à mes compétences. Au fur et à mesure des rencontres et des personnes interrogées, j'ai pu me rendre compte du manque de communication entre les habitants et les professionnels de l'urbanisme. Beaucoup de personnes rencontrées ne voyaient en l'urbanisme que la construction de tours, que le volet technique et non pas social et environnemental que l'urbanisme dispose également. Ils assimilaient l'urbanisme à l'architecture. Leurs volontés de participer à la construction, à l'appropriation de l'espace public et leurs visions de ce que peut-être l'urbanisme témoigne de l'importance et de la nécessité des urbanistes à aller à l'encontre des habitants, des associations de quartier etc.. L'échange est alors bénéfique des deux côtés, permettant de construire un territoire véritablement cohérent, en lien avec les habitants et répondant donc à un urbanisme qui doit réellement les intégrer au sein des projets.

Il est ainsi intéressant autant pour la population que pour les urbanistes d'instaurer un réel échange. Les personnes rencontrés parlent des projets avec envie, détermination et avec la volonté de l'expliquer. Très vite, j'ai pu cerner l'engagement que portaient ces habitants en les interrogeant. Ils abordent le territoire d'un point de vue intéressant, celui d'habitants cherchant à construire son territoire dans un projet et un but commun. Chaque rencontre a accentué mon désir d'engagement, de participation dans la construction du territoire avec les habitants.

Bibliographie

Ouvrages

- Authier Jean-Yves, « *Espace et sociabilisation. Regards sociologiques sur les dimensions spatiales de la vie sociale* », habilitation à diriger les recherches, Université Lumière Lyon 2, 2001
- Authier Jean-Yves, Bacqué Marie-Hélène, Guérin-Pace France (dir.), « *Le quartier : enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales* », Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2007.
- CES de l'ANRU, « *Changeons de regard sur les quartiers. Vers de nouvelles exigences pour la rénovation urbaine* », Paris, La Documentation française, p.47, 2013
- Bacqué M. et Sintomer Y, « *Participation, urbanisme et études urbaines. Quatre décennies de débat et d'expériences depuis « A ladder of citizen participation » de S.R Arnstein* », Participations. Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté, n°1, p.38 à 68, 2011
- Bacqué M.-H., « L'intraduisible notion d'empowerment vue au fil des politiques urbaines américaines », Territoires, 460, 2005
- Bacqué M.-H. et Biewener C., « L'empowerment, une pratique émancipative », Paris, La Découverte, coll. « Politiques et sociétés » p.7, 2013
- Daniel Delaveau, « *Politique de la ville* », in Thomé Pierre (dir.), « *Créateurs d'utopies* », p.126, 2012
- Deboulet Agnès, Héloïse Nez « *Savoirs citoyens et démocratie urbaine* », Presses universitaires de Rennes, 2013
- Di Méo, « *Epistémologie des approches géographiques et socio-anthropologiques du quartier urbain* », Annales de géographie, n°577, 1994.
- Donzelot J., « *La ville à trois vitesses* », Paris, Edition de la Villette, 2009
- Davezies L. et Estèbe P., « *Quelles solidarités pour les quartiers populaires ?* » in Noémie Houard(dir.), « *Politique de la ville* », Paris, La documentation française, 2012

- Dubedout H., « *Ensemble : refaire la ville* », rapport au premier ministre, Paris, La documentation française, 1983
- Epstein R., « *ANRU : mission accomplie ?* » in Donzelot J. (dir), *A quoi sert la rénovation urbaine ?*, Paris, PUF, 2012
- Faburel Guillaume, « *Le droit à la ville : l'épreuve socio-politique des injustices environnementales ?* » in *Qualité urbaine, justice spatiale et projet*, A. Da Cunha et S. Guinand coord., Presses Polytechniques et Universitaires Romandes, chapitre 9, 2014
- Guarnay Maurice et Albrecht David, « *La ville en négociation, une approche stratégique du développement urbain* », Paris, l'Harmattan, 2008, p.222 à 225
- Grafmeyer Yves, « *Le quartier des sociologues* », dans Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué, France Guérin-Pace (dir.), « *Le quartier : enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales* », Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2007.
- HOPKINS Rob, « *Manuel de Transition* », Ecosociété / Silence, 2010, 212 pages.
- Ion Jacques, « *L'engagement au pluriel* » l Saint-Etienne, PUSE, 219 p, 2001
- Humain Lamoure Anne Lise « *Le quartier comme objet de géographie* » in Jean-Yves Authier, Marie-Hélène Bacqué, France Guérin-Pace (dir.), « *Le quartier : enjeux scientifiques, actions politiques et pratiques sociales* », Paris, La Découverte, coll. « Recherches », 2007.
- Lefebvre H, « *Quartier et vie de quartier* », Cahiers de l'IAURP, vol.7, « *Le quartier et la ville* », mars, Paris, p.9-12, 1967.
- Ledrut R, « *Sociologie urbaine* », Presses Universitaires de France, Paris, 1968.
- Merlin P et Choay F, « *Dictionnaire de l'urbanisme et de l'aménagement* », Presses Universitaires de France, Paris, p.588, 1988
- Nassima Dris, « *La ville brute-elle ? Pour une réappropriation citoyenne de nos villes ?* », Mouvements, n°74, 2013,
- Stock Mathis, « « *Faire avec de l'espace* » : pour une approche de l'habiter par les pratiques » in Frelat-Kahn et Lazzarotti Olivier (dir.), « *Habiter vers un nouveau concept ?* », Paris, Armand Collin, p.57 à p.75, 2012,

- Vieillard-Barron H, « *Les banlieues françaises ou le ghetto impossible* », Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2001
- ZETLAOUI-LEGER J., « *Modalités d'application de démarches programmatiques concertées et participatives pour des projets de proximité* », Rapport pour la DIV, 2002

Sites web :

- <http://www.toulouse.transitionfrance.fr/>
- <http://www.sol-violette.fr/>
- <http://www.les-saprophytes.org/index.php>
- <http://www.arpenateurs.fr/Documents/lisiere.htm>
- <http://www.periferia.be/index.php/fr/reseaucapaf>

Articles scientifiques consultés sur Internet :

- Premat Christophe, 2006 « *Malentendus sur la démocratie participative* ». Sens public, article n353, pp.1-22.
Disponible sur : https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00156721/PDF/SensPublic_CPremat_Malentendus_sur_la_democratie_participative.pdf,
(Consulté le 10/06/2015)
- Faburel Guillaume, 2013, « L'habitant et les savoirs de l'habiter comme impensés de la démocratie participative », Cahiers Ramau, n°6, L'implication des habitants dans la fabrication de la ville. Métiers et pratiques en question, Presses de l'Ecole d'Architecture de la Villette, pp. 31-5. Disponible sur : <https://amenites.files.wordpress.com/2014/01/article-participation-habitante-et-prise-en-compte-de-lhabiter.pdf>
- Faburel Guillaume, 2013, « Les savoirs habitants comme capital spatial pour la démocratie participative. Le cas des grands projets d'équipement pour l'aménagement du territoire », Revue du laboratoire Espaces et Sociétés, Travaux et Documents, n° 35, pp. 91-107. Disponible sur :
https://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CCEQFjAA&url=http%3A%2F%2Feso.cnrs.fr%2F_attachments%2Fn-35-juin-2013-travaux-et-documents%2Ffaburel.pdf%3Fdownload%3Dtrue&ei=XZaaVeqIA8feUYC8uogK&usg=AFQjCNE5aSWilhzZ7Knmg0cOMNDiXbsawg
- Bacqué Marie-Hélène et Mechmache Mohamed, 2006, « Le rapport sur la participation des habitants », consulté sur : http://www.territoires.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport-participation-habitants_ok.pdf »
- CALLON Michel, 1986. Eléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc. L'année

sociologique, 1986, 36. pp. 169- 208, consulté sur : <http://www.atelierpolitique.fr/wp-content/uploads/2013/02/3-callon.pdf>

- Mahye Pierre, « La lisière, potentiel d'accueil des nouveaux espaces publics de débat », paru dans « Les annales de la recherche urbaine » N°82 - mars 1999, consulté sur : <http://www.arpenteurs.fr/Documents/lisiere.htm>
- Mahey Pierre, "La participation des Habitants : Enjeux et Pratiques", Actes 1999-2000, Pôle de ressources départemental 95, consulté sur : <http://www.arpenteurs.fr/Documents/revolution.htm>
- Humain Lamoure Anne-Lise, 2014, « Quartier », consulté sur : <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article533>
- Garnier Pascale, 1995, « Une ville pour les enfants : entre ségrégation, réappropriation et participation », consulté sur : <http://www.metropolitiques.eu/Une-ville-pour-les-enfants-entre.html>
- Claire GRYGIEL et Nouridine HAMMI, « Note de synthèse sur la mise en place des conseils citoyens », 16/07/2014, consulté le 04/07/2015 sur : http://www.resovilles.com/media/downloads/docs/conseils_citoyens_pqa.pdf
- Jodelle ZETLAOUI-LÉGER, « Urbanisme participatif », in CASILLO I. avec BARBIER R., BLONDIAUX L., CHATEAURAYNAUD F., FOURNIAU J.-M., LEFEBVRE R., NEVEU C. et SALLES D. (dir.), « Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation », Paris, GIS Démocratie et Participation, 2013, ISSN : 2268-5863. URL : <http://www.dicopart.fr/en/dico/urbanisme-participatif>.

Conférence :

- Faburel Guillaume, « Le citoyen producteur et gestionnaire de ville, est-ce possible ? », 16/05/2013, consulté sur : <http://podcast.grenet.fr/episode/le-citoyen-producteur-et-gestionnaire-de-ville-est-ce-possible/>
- Faburel Guillaume, « Nouvelles formes de l'engagement habitant et effets sur les politiques de l'aménagement », conférence du 04/06/2015 à l'Auat, Toulouse.

Vidéos issues d'une page web

- Depré Guillaume, Toulouse en transition, « Les chalets en transition », 2015, disponible sur : <https://vimeo.com/129193613>
- Depré Guillaume, Toulouse en Transition, « Borderouge en Transition », 2015, disponible sur : <https://vimeo.com/130019107>
- Depré Guillaume, Toulouse en transition, « La place des habitants dans les projets publics à Empalot, l'exemple de l'Atelier Solidaire », 2015, disponible sur : <https://vimeo.com/132643579>
- Depré Guillaume, Toulouse en transition, « La mise en place du tri et des composteurs dans le quartier d'Empalot : une initiative et des projets portés par les habitants », 2015, disponible sur : <https://vimeo.com/132646177>
- Transition Towns, Transition Network, « In transition 1.0 », 2011, disponible sur : <https://vimeo.com/16000409>
- Transition Towns, TransitionNetwork, « In transition 2.0 », 2012, disponible sur : <http://www.intransitionmovie.com/fr/>

Annexes

Annexe 1 : trame de l'entretien réalisé avec Marie-Pierre Cassagne

Entretien du 24 /05/2015

Je suis étudiant à l'Université Toulouse Jean Jaurès en Master 1 Urbanisme. Je réalise un stage au sein de l'association Toulouse en transition dont l'objectif est de faciliter l'émergence et l'intercommunication de quartiers en transitions. Ainsi, je rencontre chaque semaine des personnes s'investissant activement au sein de leurs quartiers afin de mieux comprendre et mieux faire ressortir leurs implications, afin de donner envie mais surtout d'amener des outils aux individus désirant se lancer dans la transition.

L'entretien est évidemment ouvert à tout autre aspect en rapport avec la transition, il a pour objectif d'être un véritable partage où, vous comme moi, pourrions échanger et enrichir nos connaissances. Vous trouverez ci-dessous la trame générale de l'entretien.

I Présentation générale de la personne et du quartier

- Qui êtes-vous ? (identité, fonctions au sein de Toulouse en Transition ...) → Dans quel quartier, agissez-vous ?
- Pouvez-vous nous décrire votre activité, votre implication au sein de Toulouse en Transition ?

II Actions et projets du quartier

- **Quels sont les différents projets de votre quartier ? (description générale avec possibilité de s'attarder sur un plus spécifique à votre implication)**
- **Quels sont les objectifs de votre/vos projet(s) ? (vision locale/vision globale) ☐ Quels sont les perspectives de ce(s) projet(s) ?**
- **Que nécessitez-vous aujourd'hui dans votre quartier ? (moyens humain/matériels/aide financière ?**

III Pourquoi et comment venir s'impliquer au sein de votre quartier ?

- **Comment et pourquoi avez-vous commencé à vous impliquer dans votre quartier ?**
- **Quels sont les facteurs qui vous ont poussés ou au contraire freinés dans votre implication au sein de Toulouse en Transition ?**
- **Avec quelles personnes travaillez-vous au sein de votre quartier ? (habitants du quartier ou venant de l'extérieure ? population hétéroclite âge/sexe/profession ?**
- **Comment les habitants peuvent-ils vous rejoindre ? (lieu hebdomadaire de rencontre ? contact ?) Quel degré d'implication demandez-vous ?**
- **Quels sont les moyens mis en place par Toulouse en Transition pour aider les personnes qui veulent s'impliquer ? (au sein et en dehors de votre quartier)**

Annexe 2 : Trame de l'entretien réalisé avec Philippe Dubois et Philippe Antona

Entretien du 24 /05/2015

Je suis étudiant à l'Université Toulouse Jean Jaurès en Master 1 Urbanisme. Je réalise un stage au sein de l'association Toulouse en transition dont l'objectif est de faciliter l'émergence et l'intercommunication de quartiers en transitions. Ainsi, je rencontre chaque semaine des personnes s'investissant activement au sein de leurs quartiers afin de mieux comprendre et mieux faire ressortir leurs implications, afin de donner envie mais surtout d'amener des outils aux individus désirant se lancer dans la transition.

L'entretien est évidemment ouvert à tout autre aspect en rapport avec la transition, il a pour objectif d'être un véritable partage où, vous comme moi, pourrions échanger et enrichir nos connaissances. Vous trouverez ci-dessous la trame générale de l'entretien.

Introduction :

- **Présentation brève :** *identité, dans quel quartier agissez-vous ? Depuis combien de temps ? Quelles sont vos fonctions au sein du quartier ?*

I Lancement et début du quartier en transition

- **Depuis quand le quartier est-il en transition ?**
- **Pouvez-vous nous décrire les débuts du quartier, sa phase de lancement ?**
(perspectives ; objectifs ; nombres de personnes impliqués etc..)
- **Quelles ont été les difficultés que vous avez rencontrées ou que vous craigniez pour le lancement de la phase de transition ? Quelles solutions avez-vous trouvées afin d'y remédier ?**

II Actions et projets du quartier

- **Quels sont les différents projets de votre quartier ?** *(description générale avec possibilité de s'attarder sur un plus spécifique à votre implication)*
- **Que nécessitez-vous aujourd'hui dans votre quartier ?** *(moyens humain/matériels/aide financière)*

III Pourquoi et comment venir s'impliquer au sein de votre quartier ?

- **Comment et pourquoi avez-vous commencé à vous impliquer dans votre quartier ?**
- **Quels sont les facteurs qui vous ont poussés ou au contraire freinés dans votre implication au sein de Toulouse en Transition ?**
- **Avec quelles personnes travaillez-vous au sein de votre quartier ?** (*habitants du quartier ou venant de l'extérieure ? population hétéroclite âge/sexe/profession ?*)
- **Comment les habitants peuvent-ils vous rejoindre ?** (*lieu hebdomadaire de rencontre ? contact ?*) **Quel degré d'implication demandez-vous ?**
- **Quels sont les moyens mis en place par Toulouse en Transition pour aider les personnes qui veulent s'impliquer ?** (*au sein et en dehors de votre quartier*)

Annexe 3 : trame de l'entretien réalisé avec François Maurer et Yamina Otmanne Cheriff.

Entretien-vidéo Silicon Deniers

Je suis étudiant à l'Université Toulouse Jean Jaurès en Master 1 Urbanisme. Je réalise un stage au sein de l'association Toulouse en transition dont l'objectif est de faciliter l'émergence et l'intercommunication de quartiers en transitions. Ainsi, je rencontre chaque semaine des personnes s'investissant activement au sein de leurs quartiers afin de mieux comprendre et mieux faire ressortir leurs implications, afin de donner envie mais surtout d'amener des outils aux individus désirant se lancer dans la transition.

L'entretien est évidemment ouvert à tout autre aspect en rapport avec la transition, il a pour objectif d'être un véritable partage où, vous comme moi, pourrions échanger et enrichir nos connaissances. Vous trouverez ci-dessous la trame générale de l'entretien.

Introduction : présentation brève, identité, dans quel quartier agissez-vous, depuis combien de temps, quelles sont vos fonctions au sein de ou des associations ?

I Implication au sein du quartier

- Dans quelles associations êtes-vous engagé dans le quartier ? Quels sont les thèmes évoqués ?
- Pourquoi avez-vous commencé à vous impliquer au sein de votre quartier ?
- Comment avez-vous commencé à vous impliquer au sein de votre quartier ?
- Avec quelles personnes travaillez-vous au sein de votre association ? (habitants du quartier ? de Toulouse ? hors Toulouse ? Population jeune ? âgée ?)

II Silicon Deniers

- Pouvez-vous nous présenter brièvement l'association Silicon Deniers ?
- Pouvez-vous nous décrire les débuts de Silicon Deniers ? (initiatives à une ou plusieurs personnes ? dans quels buts a été lancé l'association ? etc..)
- Quelles ont été les difficultés que vous avez rencontrées ou que vous craigniez pour le lancement de l'association ? quelles solutions avez-vous trouvées afin d'y remédier ?
- Aujourd'hui, quels sont les projets en cours ? à venir ?
- Que nécessitez-vous aujourd'hui au sein de votre association ? (moyens humains/financiers/ matériel ?)
- Comment et où les habitants peuvent-ils vous rejoindre ?

Annexe 4 : trame de l'entretien réalisé avec Paolo Savarys.

Entretien-vidéo

Je suis étudiant à l'Université Toulouse Jean Jaurès en Master 1 Urbanisme. Je réalise un stage au sein de l'association Toulouse en transition dont l'objectif est de faciliter l'émergence et l'intercommunication de quartiers en transitions. Ainsi, je rencontre chaque semaine des personnes s'investissant activement au sein de leurs quartiers afin de mieux comprendre et mieux faire ressortir leurs implications, afin de donner envie mais surtout d'amener des outils aux individus désirant se lancer dans la transition.

L'entretien est évidemment ouvert à tout autre aspect en rapport avec la transition, il a pour objectif d'être un véritable partage où, vous comme moi, pourrions échanger et enrichir nos connaissances. Vous trouverez ci-dessous la trame générale de l'entretien.

Introduction :

- **Présentation brève :** *identité, dans quel quartier agissez-vous ? Depuis combien de temps ? Quelles sont vos fonctions au sein du quartier et au sein de Toulouse en transition ?*

I Implication au sein du quartier

- Comment et pourquoi avez-vous commencé à vous impliquer au sein du quartier des Mazades ?
- Dans quelle(s) association(s) êtes-vous engagé dans le quartier ? Quels sont les thèmes évoqués ?
- Avec quelles personnes travaillez-vous au sein de votre quartier ? (habitants du quartier ou venant de l'extérieur ? population hétéroclite ?)

II Les Mazades en transition ?

- Existe-t-il une population déjà engagé dans des associations abordant les thèmes de la transition au sein du quartier des Mazade ? Quels sont les thèmes évoqués dans ces associations ?
- Pourquoi serait-il intéressant de démarrer une initiative de transition dans le quartier des Mazades ?
- Quelles sont les difficultés que vous rencontrez pour démarrer une initiative de transition ?
- Que nécessitez-vous aujourd'hui dans votre quartier pour commencer une initiative de transition? (*moyens humain/matériels/aide financière?*)
- Comment les habitants peuvent-ils vous rejoindre, vous aider ?

Annexe 5 : trame de l'entretien réalisé avec Christian Daujean.

Entretien-vidéo

Je suis étudiant à l'Université Toulouse Jean Jaurès en Master 1 Urbanisme. Je réalise un stage au sein de l'association Toulouse en transition dont l'objectif est de faciliter l'émergence et l'intercommunication de quartiers en transitions. Ainsi, je rencontre chaque semaine des personnes s'investissant activement au sein de leurs quartiers afin de mieux comprendre et mieux faire ressortir leurs implications, afin de donner envie mais surtout d'amener des outils aux individus désirant se lancer dans la transition.

L'entretien est évidemment ouvert à tout autre aspect en rapport avec la transition, il a pour objectif d'être un véritable partage où, vous comme moi, pourrions échanger et enrichir nos connaissances. La vidéo sera publiée sur le site de Toulouse en transition avec votre accord.

Vous trouverez ci-dessous la trame générale de l'entretien.

Introduction :

- **Présentation brève :** *identité, dans quel quartier agissez-vous ? Depuis combien de temps ? Quelles sont vos fonctions au sein du quartier et au sein de Toulouse en transition ?*

I Implication au sein du quartier

- Comment et pourquoi avez-vous commencé à vous impliquer au sein du quartier des Mazades ?
- Dans quelle(s) association(s) êtes-vous engagé dans le quartier ? Quels sont les thèmes évoqués ?
- Avec quelles personnes travaillez-vous au sein de votre quartier ? (habitants du quartier ou venant de l'extérieur ? population hétéroclite ?)

II Le jardin partagé des Mazades

- Pouvez-vous nous parler du futur jardin partagé? (lieu, objectifs etc..)
- Pouvez-vous nous raconter les étapes pour préparer le lancement du jardin partagé?
- Que vous manque t'il aujourd'hui pour lancer le jardin partagé? Comment les gens peuvent vous aider?
- Comment et où pouvons-nous rejoindre?

Annexe 6 : trame de l'entretien réalisé avec Fatima Sébri.

Entretien-vidéo

Je suis étudiant à l'Université Toulouse Jean Jaurès en Master 1 Urbanisme. Je réalise un stage au sein de l'association Toulouse en transition dont l'objectif est de faciliter l'émergence et l'intercommunication de quartiers en transitions. Ainsi, je rencontre chaque semaine des personnes s'investissant activement au sein de leurs quartiers afin de mieux comprendre et mieux faire ressortir leurs implications, afin de donner envie mais surtout d'amener des outils aux individus désirant se lancer dans la transition.

L'entretien est évidemment ouvert, il a pour objectif d'être un véritable partage où, vous comme moi, pourrions échanger et enrichir nos connaissances. Vous trouverez ci-dessous la trame générale de l'entretien.

Sous réserve de votre accord, la vidéo sera publiée sur le site de toulouse en transition : <http://www.toulouse.transitionfrance.fr/>

Introduction : présentation brève, identité, dans quel quartier agissez-vous ?

I Implication au sein du quartier

- Dans quelles associations êtes-vous engagé dans le quartier ? Quels sont les thèmes évoqués ?
- Comment et pourquoi avez-vous commencé à vous impliquer au sein de votre quartier ?
- Quels sont les facteurs qui vous ont poussés ou au contraire freinés dans votre implication au sein du quartier ?
- Avec quelles personnes travaillez-vous au sein de votre association ? (habitants du quartier ? de Toulouse ? hors Toulouse ? Population jeune ? âgée ?)

II Atelier Solidaire

- Pouvez-vous nous présenter brièvement l'Atelier Solidaire ?
- Aujourd'hui, quels sont les projets en cours ? à venir ?
- Que nécessitez-vous aujourd'hui au sein de votre association ? (moyens humains/financiers/ matériel ?)
- Comment et où les habitants peuvent-ils vous rejoindre ? vous aider ?

Table des Figures

Figure 1: Vidéo présentant le quartier des Chalets(Toulouse) en transition. Source : Réalisation personnelle.	p.9
Figure 2: Vidéo présentant le quartier de Borderouge(Toulouse) en transition. Source : réalisation personnelle.....	p.10
Figure 3: Vidéo présentant le quartier de Borderouge (Toulouse) en transition. Source : réalisation personnelle.....	p.10
Figure 4:Vidéo présentant le collectif Silicon Deniers et les projets d'habitants au sein du quartier des Sept Deniers(Toulouse). Source : réalisation personnelle.....	p.11
Figure 5: vidéo présentant les projets des habitants du quartier des Mazades (Toulouse). Source : réalisation personnelle.....	p.12
Figure 6: vidéo présentant les projets des habitants du quartier des Mazades. Source : réalisation personnelle.....	p.12
Figure 7 : vidéo présentant les projets d'habitants dans le quartier d'Empalot (Toulouse). Source : réalisation personnelle.....	p.13
Figure 8: Image extraite du rapport sur la participation des habitants écrit par Bacqué M. et Mechmache M. Source : http://www.territoires.gouv.fr/IMG/pdf/Rapport-participation-habitants_ok.pdf	p.16
Figure 9: Le nouveau programme de renouvellement urbain. Source: Claire GRYGIEL et Nourdine HAMMI, 2014, http://www.resovilles.com/media/downloads/docs/conseils_citoyens_pqa.pdf	p.22
Figure 10: Echelle d'Arstein. Source : Jacques Donzelot et Renaud Epstein, https://www.cairn.info/revue-esprit-2006-7-page-5.htm	p.23
Figure 11: Les niveaux d'implication des habitants. Source : ZETLAOUI-LEGER J., « Modalités d'application de démarches programmatiques concertées et participatives pour des projets de proximité », Rapport pour la DIV, 2002.....	p.24

Table des annexes

Annexe 1 : trame de l'entretien réalisé avec Marie-Pierre Cassagne.

Annexe2 : trame de l'entretien réalisé avec Philippe Dubois et Philippe Antona.

Annexe 3 : trame de l'entretien réalisé avec François Maurer et Yamina Otmanne Cheriff.

Annexe 4 : trame de l'entretien réalisé avec Paolo Savarys.

Annexe 5 : trame de l'entretien réalisé avec Christian Daujean.

Annexe 6 : trame de l'entretien réalisé avec Fatima Sébri.

Table des matières

Partie 1 : Présentation du déroulé du stage.....	p.1
➤ Cadre institutionnel, présentation de la structure (missions, organisation, stratégies, jeux d'acteurs).....	p.1
➤ Explicitation de la commande et des missions confiées.....	p.5
➤ Explicitation et contextualisation des enjeux de ces missions pour la structure.....	p.6
➤ Savoirs et méthodes mises en œuvre pour l'exécution de ces missions.....	p.7
➤ Modalités d'intégration dans une équipe.....	p.8
Partie 2 : Mise en perspective scientifique.....	p.14
➤ Introduction.....	p.14
➤ I Définition et état des lieux de la participation en France.....	p.16
○ A. Eléments de définitions.....	p.17
Qu'est-ce qu'un quartier ?.....	p.17
Définition.....	p.17
Comment le délimiter ?.....	p.18
L'individu au centre du quartier.....	p.19
○ B. Une nomenclature dans les dispositifs de participation révélant la non-prise en compte de « l'habiter ».....	p.20
Usagers, riverains, profanes, où est l'habitant ?.....	p.20
Le concept d'habiter.....	p.20
○ C. Aujourd'hui, quels sont les moyens que donnent les pouvoirs publics à la participation des habitants ? Quels sont les différentes institutions ?.....	p.21
De nombreuses lois en faveur de la participation.....	p.21
Associations, collectifs, groupes d'habitants etc. des habitants qui représentent le désir de participation actif.....	p.23
L'échelle d'Arnstein et le schéma de Jodelle Zetlaoui-Léger.....	p.23
○ D. Des dispositifs de participation pas à la hauteur.....	p.25
Un citoyen avec un statut non-défini.....	p.25
Le problème de la représentativité.....	p.26
Des processus situés en aval des initiatives de projets.....	p.26
La démocratie participative : une manière de légitimer les projets ?.....	p.27
➤ II Pourquoi les habitants s'engage-t-il dans leurs quartiers et quels sont les formes d'engagements dans les quartiers ?.....	p.29

○ A. Les facteurs de l'engagement.....	p.29
○ B. Des luttes éclatées = des thèmes diversifiés, une population ayant des sensibilités politiques, sociales, environnementales différentes.....	p.30
○ C. Des mouvements plus localisés : raisons, formes.....	p.31
○ D. La capacitation, au centre des initiatives des groupes d'habitants.....	p.31
○ E. La recherche de lien social, peur de l'isolement, volonté de création de liens avec ses voisins etc.....	p.33
○ E. L'environnement : cause majeure de la mobilisation des habitants.....	p.34
➤ III Quels sont les effets sur le territoire ?.....	p.36
○ A. La réappropriation du territoire (occupation d'espaces, évènements sur la place publique, réutilisation de friches etc..) ou l'usage réellement public des espaces.....	p.36
○ B. Les quartiers en relégation : un territoire vitrine montrant la réelle participation ou non des habitants et ses conséquences.....	p.37
○ C. Les groupes de projets de quartier : une réponse à une politique publique trop distanciée des habitants ?.....	p.39
○ D. Logique ascendante/descendante ?.....	p.41
➤ IV Comment prendre en compte ces actions pour créer une coopération avec les pouvoirs publics?.....	p.43
○ A. Repenser le rôle des habitants dans la politique de la ville.....	p.43
▪ Considérer l'habiter.....	p.43
▪ Assurer la participation à tous.....	p.44
○ B. Appuyer et reconnaître les initiatives des habitants.....	p.44
○ C. Croiser les échelles, croiser les thématiques.....	p.44
○ D. Donner les moyens de la contre-expertise.....	p.45
○ E. Des initiatives qui remettent en cause la volonté de tout planifiée, aménagée et qui appelle à une plus grande liberté à accorder aux habitants dans la construction de leurs territoires.....	p.46
○ F. S'appuyer sur des méthodes mises en œuvre par des entreprises, collectifs, chercheurs.....	p.48
➤ Conclusion.....	p.50
Partie 3 : Retour réflexif sur le travail réalisé en stage.....	p.51
Bibliographie.....	p.55
Annexes.....	p.60
Table des figures.....	p.67
Table des annexes.....	p.68
Table des matières.....	p.69